

Crise économique et politique

CE QUE PENSENT LES LEADERS
ET LA POPULATION SUISSES



Sommaire

Sophia 2010

Chapitre 1

CRISE ÉCONOMIQUE QUELLE CRISE? **4**

Chapitre 2

CRISE FINANCIÈRE LA FIN D'UNE ÉPOQUE? **10**

Chapitre 3

CRISE POLITIQUE BEAUCOUP D'ERREURS, PEU DE SANCTIONS **14**

Chapitre 4

LEÇONS DE LA CRISE VOTE DE CONFIANCE AUX UNS,
MOTION DE CENSURE AUX AUTRES **18**

Chapitre 5

LA SUISSE DANS LE MONDE UNE IMAGE ÉCORNÉE
PAR LA CRISE, MAIS RIEN DE BIEN GRAVE **24**

CONCLUSION **30**

FICHE TECHNIQUE DE L'ÉTUDE

L'étude Sophia 2010 initiée et menée par M.I.S Trend, Institut de recherches économiques et sociales (Lausanne et Berne), s'adresse chaque année à deux cibles distinctes. D'une part le grand public, à raison de 500 Romands, 500 Alémaniques et 200 Tessinois représentatifs de la population âgée de 18 à 74 ans. Cette disproportionnalité permet de minimiser la marge d'erreur sur chaque région (4,5% pour la Romandie et la Suisse alémanique et 7,0% pour le Tessin). Une pondé-

ration mathématique permet de retrouver ensuite le poids démographique réel des trois régions dans les résultats totaux (marge d'erreur 2,8%). Ces 1200 personnes ont été interrogées par téléphone du 18 février au 5 mars. Sophia consulte en outre environ 400 leaders d'opinion qui développent leur activité en Suisse. Ils sont détectés en raison de leur réflexion sur le présent et l'avenir de la Suisse, des messages qu'ils diffusent et de la place qu'ils prennent dans la vie publique

suisse. Par souci de représentativité, ils appartiennent au monde de l'économie (40%), de l'administration (7%), de la science et de l'éducation (17%), de la culture (7%) et de la politique (26%). Ils sont Latins ou Alémaniques, 42% ont un rayon d'action international et 24% exercent un mandat politique aux niveaux communal, cantonal ou fédéral. Ils ont été consultés durant le mois de mars à l'aide d'un questionnaire postal. La marge d'erreur maximale sur cet échantillon est de 5%. **o**



CHANTAL TAUXE

L'HEBDO
RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE

Sophia 2010

La lucidité du jour d'après

«**Q**uand je m'examine, je m'inquiète. Quand je me compare, je me rassure.» Les Suisses pourraient faire leur cet adage attribué au prince de Talleyrand, un grand pragmatique devant l'Histoire.

Depuis 2008, ce pays traditionnellement placide et discret enchaîne les crises: la débâcle d'UBS, l'affaire libyenne, le courroux fiscal des voisins allemands, français, italiens, et même les pressions des Etats-Unis. L'effet domino des crises ébranle même le Conseil fédéral, ce garant de la stabilité helvétique.

«QUAND JE M'EXAMINE, JE M'INQUIÈTE. QUAND JE ME COMPARE, JE ME RASSURE.»

Le prince de Talleyrand

L'enquête Sophia 2010, réalisée à l'occasion du Forum des 100 par l'Institut M.I.S Trend (et reprise par nos confrères du *Bund*, du *Tages-Anzeiger* et de *il caffè*), a voulu saisir comment ces épisodes de tensions à répétition ont modifié les opinions. Les résultats montrent que tant la population que les leaders ont bien le sentiment d'avoir traversé des bourrasques, mais qu'ils peinent à dramatiser. Bien informés, ils savent que la situation est bien pire ailleurs. La Suisse n'est plus un petit paradis épargné, elle n'est pas devenue un enfer, la réalité est beaucoup plus complexe, et c'est tout

l'intérêt de Sophia que d'apporter des nuances aux jugements carrés.

L'écologie reste ainsi le problème N° 1, mais en Suisse romande et au Tessin, c'est bien l'emploi et la situation économique qui préoccupent. D'ailleurs, dans l'ensemble du pays, la tentation de contourner la main d'œuvre étrangère fait une percée remarquable, alors que les leaders qui en expérimentent les avantages zapent cette mesure désuète.

Autre leçon stimulante, les Suisses ne remettent pas en cause le libéralisme, qui dans ces excès a conduit à la crise, et doutent qu'il puisse s'amender. Mais ils plébiscitent toutes les mesures d'amélioration du fonctionnement du gouvernement. Les pompiers doivent devenir plus efficaces, mais personne ne nourrit d'illusions sur les pyromanes.

La crise comme la confiance sont des notions subjectives. Au passage, Sophia 2010 égratigne les médias, trop alarmistes dans leur narration de la crise et affaiblis par elle. Un questionnement positif mais sans complaisance. C'est aussi ce qu'est depuis 2005 le Forum des 100. Créé par *L'Hebdo*, il réunit désormais plus de 800 personnalités pour souligner et interpeller le dynamisme de la Suisse romande. Un grand exercice d'échanges passionnés et toniques, auquel l'enquête Sophia sert de détonateur. ◦



SOPHIA 2010

MARIE-HÉLÈNE MIAUTON

DIRECTRICE M.I.S TREND, LAUSANNE ET BERNE,
INSTITUT DE RECHERCHES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

LA CRISE, QUELLE CRISE? DEMANDENT EN CHŒUR LEADERS ET POPULATION!

En irait-il de la crise économique que la Suisse vient de traverser comme de la grippe H1N1? Une catastrophe annoncée mais jamais vraiment survenue! Beaucoup de bruit pour rien! C'est ce que laisse penser l'étude Sophia 2010, réalisée et financée par M.I.S Trend, et diffusée par *L'Hebdo*, qui n'a rencontré qu'un tiers des leaders et un quart du grand public préoccupés en priorité par la crise économique et soucieux que la Suisse perde durablement de sa légendaire prospérité.

Si crise il y a eu, elle fut essentiellement de la responsabilité des banques qui se sont mal conduites et des USA qui ont titrisé leurs subprimes. Le monde financier a entraîné dans sa chute les industries automobile ou des machines ainsi que les médias mais, pour nos interrogés, les autres secteurs n'ont guère souffert. C'est sans doute pourquoi, ni la Paix du travail, ni la compétitivité économique de la Suisse, ni le pouvoir d'achat n'ont été vraiment impactés, et la confiance règne quant à une stabilisation ou une amélioration du chômage ces toutes prochaines années. Le principal souci reste donc l'avenir des retraites, mais est-ce une conséquence de la crise uniquement ou, tout autant, de l'accroissement de la longévité?

Les événements récents n'ayant donc pas été perçus comme une révolution, les Suisses n'y voient pas non plus la fin du libéralisme. D'ailleurs, le monde financier et les banques en reviendront bientôt au «business as usual», sauf si l'Etat s'en mêle, ce que souhaitent la plupart.

Le Conseil fédéral est mal jugé dans sa gestion des affaires qui ont secoué la Suisse récemment, qu'elles soient d'ordre politique ou fiscal. Malgré cette grande sévérité, les leaders et la population ne souhaitent pas bouleverser le système d'élection du collège mais acceptent tout au plus de nommer un président plus durable ou d'instaurer un état-major.

Finalement, si la crise économique n'a pas frappé les esprits, la confiance envers nombre d'institutions a toutefois été ébranlée, en particulier celle accordée aux médias, au Conseil fédéral mais aussi à la Finma, à la grande économie... En revanche, les Suisses ont toujours une foi inébranlable en leurs PME, leur Banque nationale, leur administration publique et leurs autorités, surtout cantonales. Quant à l'image internationale de la Suisse, elle reste excellente dans bien des domaines et, même si elle a été ébranlée récemment, elle retrouvera prochainement ses couleurs. C'est ainsi que l'optimisme règne chez une majorité des répondants quant à l'avenir.

Mais il y a encore bien d'autres résultats passionnants dans cette édition de Sophia 2010 que nous vous invitons à lire en attendant de répondre fidèlement à... Sophia 2011!

Merci à tous ceux qui nous ont répondu,

4 | ENQUÊTE

Les Suisses s'inquiètent davantage de l'état de la planète que de l'emploi, même si les Latins sont plus soucieux. Si les banques sont tenues pour responsables de la crise actuelle, personne ne voit de changement de système économique à l'horizon.

1 Crise économique Quelle crise?

MARIE-HÉLÈNE MIAUTON

A voir la hiérarchie des préoccupations des Suisses au premier trimestre 2010, on peut douter que le pays ait traversé une crise économique d'envergure! L'état de la planète continue d'être le souci principal de la population, les Alémaniques faisant pencher la balance puisque les Latins placent en priorité l'économie et les emplois, tout comme les leaders. Le fossé souvent dénoncé entre le peuple et ses dirigeants est bien confirmé par l'écart entre leurs craintes respectives sur l'insécurité et la violence qui tracassent 22% des gens et restent négligeables pour leurs dirigeants (13%). Il en va de même concernant les coûts de la santé.

La crise n'ayant donc pas vraiment inquiété, l'ampleur de sa couverture médiatique est jugée exagérée. Pour mémoire, dans Sophia 2007 sur l'environnement, seuls 21% des leaders et 18% de la population jugeaient trop important l'engagement des médias en matière de climat alors que les scores atteignent ici respectivement 34% et 41%. Il est étonnant de constater que les Romands, pourtant plus préoccupés par la crise, reprochent autant aux médias d'en avoir abusé que les Alémaniques. Cette critique est peut-être le signe d'une relation devenue problématique, ce qui sera confirmé plus loin par un manque de confiance plus profond des Latins envers leurs médias. Mais qui est au juste responsable de la

crise que la Suisse et le monde viennent de traverser? Trois coupables sont dénoncés aussi bien par les leaders que la population: les banques, les USA et une grande économie trop axée sur les profits à court terme. En conséquence, la société de consommation occidentale, la globalisation ou les pays émergents ne semblent pas vraiment impliqués alors même qu'ils ont pourtant joué un certain rôle.

Les secteurs qui n'ont guère été touchés ou non par la crise sont, selon Sophia 2010, les entreprises pharmaceutiques, la grande distribution, les énergies ou les nouvelles technologies et, en outre, elles s'en remettent facilement. A l'opposé, les médias sont au top des secteurs profondément et durablement atteints, avec l'automobile, l'industrie des machines ou les banques, pour lesquels une reprise prochaine ne semble pas probable.

La crise influence peu les opinions.

Venant confirmer la faible préoccupation que la crise représente pour elle, la population estime que le pouvoir d'achat des Suisses, la paix du travail ou la compétitivité du pays ont été faiblement impactés et les trois quarts sont optimistes quant à leur redressement. Il en va exactement de même chez les leaders d'opinion qui se montrent cependant plus optimistes que la population quant au redressement des conditions de travail. Le vrai souci durable reste ainsi l'avenir des retraites, incertain

pour plus de la moitié des deux cibles consultées. Cette inquiétude spécifique s'explique peut-être par la période de recueil des données, en plein débat sur la votation concernant le deuxième pilier. L'issue du scrutin confirme d'ailleurs bien l'ampleur des préoccupations apparues dans Sophia 2010.

Au moment des interviews, le taux de chômage en Suisse était de 4,2%. La moitié des leaders ont répondu qu'il reviendrait à 3% dans les trois prochaines années et 45% qu'il se stabiliserait à son niveau actuel. Seuls 6% des leaders craignent donc qu'il se détériore, alors que ce pessimisme atteint un quart des répondants dans la population, face à un tiers d'optimistes. Les Tessinois sont plus soucieux que les Alémaniques et que les Romands à ce sujet, ce que l'on retrouve d'ailleurs souvent dans cette étude. Malgré tout, 64% du grand public admet que la Suisse reste privilégiée en termes d'emploi par rapport à l'UE, opinion que partagent largement les leaders. La crise aidant, les scores sont toutefois en légère baisse par rapport aux études Sophia antérieures.

C'est pourquoi, presque la moitié de la population désire qu'un contingentement soit réintroduit pour limiter l'afflux des travailleurs issus de l'UE. Les leaders ne partagent pas ce jugement, soucieux sans doute de respecter les accords bilatéraux. Rappelons par ailleurs que, dans Sophia

LA CRISE N'AYANT DONC PAS VRAIMENT INQUIÉTÉ, L'AMPLEUR DE SA COUVERTURE MÉDIATIQUE EST JUGÉE EXAGÉRÉE.

2008, neuf sur dix d'entre eux affirmaient que la main-d'œuvre étrangère était un avantage pour la Suisse, contre 54% seulement dans le grand public. Les opinions restent donc parfaitement logiques à travers le temps, sans véritable influence de la crise.

Que va-t-il se passer désormais? Pour un tiers des leaders et un quart de la population, les chances de reprise en Suisse sont bonnes mais la prospérité ne sera plus ce qu'elle était. Ce jugement, quoique nettement minoritaire, laisse pressentir une inquiétude réelle

qui se situe à gauche plutôt qu'à droite. A noter que la population se montre ici moins pessimiste que les leaders. Quels sont les atouts de la Suisse au sortir de la tourmente qu'elle a traversée? Encore et toujours sa stabilité politique, citée par sept personnes sur dix, et en premier par 38%. Ce score élogieux est confirmé dans d'autres études représentatives récentes. Pourtant, la santé de son marché du travail et la qualité de son système de formation ne sont pas négligeables non plus. Dans ce contexte où de bons atouts subsistent pour la Suisse, le plus grand nombre souhaite un statu quo en termes de fiscalité, même si 41% des leaders et 37% de la population aimeraient un Etat plus svelte et des ponctions plus légères. Les partisans d'une augmentation de la fiscalité sont très rares et, même à gauche de l'échiquier politique, ils ne forment pas une majorité.

Survie du libéralisme. La Suisse vit-elle les derniers jours du libéralisme économique? Non, affirment la plupart des répondants, même si 45% de la population penche vers un interventionnisme accru de l'Etat, ce à quoi elle ne croit d'ailleurs pas vraiment. Cette ingérence ne séduit que 28% des leaders alors qu'un tiers souhaite au contraire un libéralisme plus affirmé et que 41% sont satisfaits de la situation actuelle.

Il y a donc ici une vraie différence entre les deux cibles consultées, sans doute parce que la confiance dans l'économie est beaucoup plus ébranlée dans le grand public que chez les leaders, comme cela sera démontré plus loin. Par ailleurs, en comparant ces réponses à celles obtenues dans Sophia 1999, on observe un glissement de 10% chez les leaders vers un Etat plus interventionniste et 15% de plus pensent que cela adviendra probablement. Au gré de la crise, le libéralisme inspire donc moins confiance aujourd'hui.

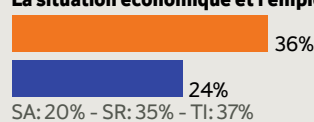
A la question directe de savoir si la crise marquera la fin du libéralisme ou ne le tempérera que momentanément, les trois quarts des leaders et de la population sont persuadés qu'il a encore de beaux jours devant lui. ◦



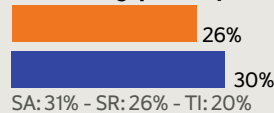
LA POPULATION EST PLUS SOUCIEUSE D'ENVIRONNEMENT QUE DE CRISE ÉCONOMIQUE!

• Parmi les 4 problèmes suivants, lequel vous préoccupe le plus?

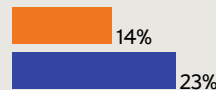
La situation économique et l'emploi



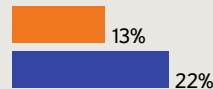
L'état écologique de la planète



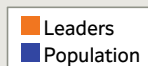
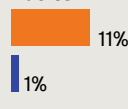
L'insécurité et la violence



Les coûts de la santé / les primes



Autres

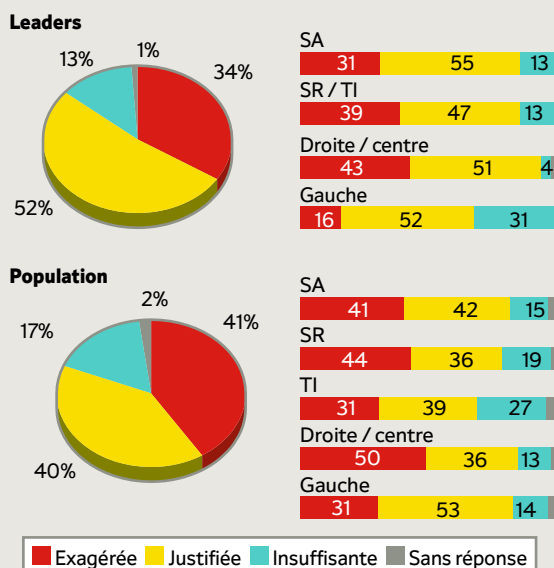


Les leaders placent la crise économique en tête de leurs préoccupations, bien avant l'écologie, elle-même dominant l'insécurité et les coûts de la santé. Les leaders issus de la politique sont plus soucieux de la crise que ceux de l'économie (46% contre 39%). L'écologie est plus préoccupante pour la gauche que pour la droite/centre (44% contre 15%) et c'est l'inverse pour l'insécurité (3% contre 20%). En revanche, la population se dit d'abord soucieuse de l'état écologique de la planète, suivi par la crise économique, la violence et les coûts de la santé ex æquo. La priorité des Romands et des Tessinois va à la situation économique (35% et 37%) alors que les ALémaniques ne sont que 20% dans ce cas, la planète l'emportant chez eux dans la hiérarchie.

6 | ENQUÊTE

UNE MÉDIATISATION OUTRANCIÈRE

• Comment jugez-vous la médiatisation de la crise en Suisse?

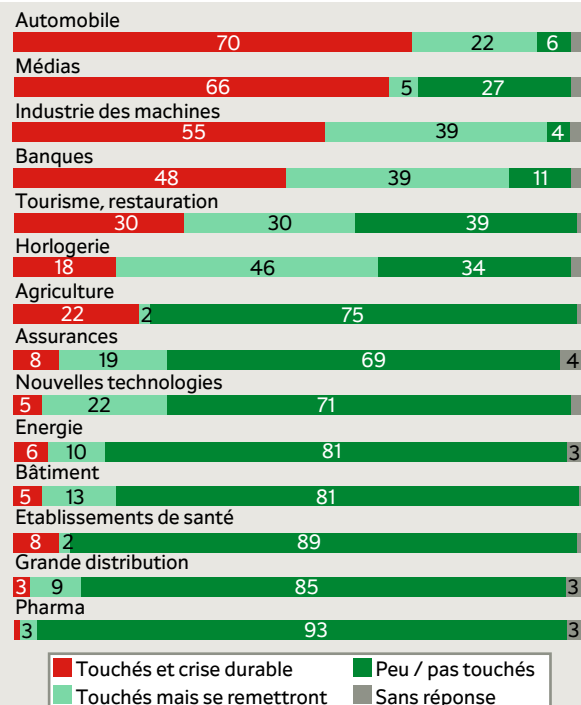


Un tiers des leaders et 41% de la population considèrent que la crise a été exagérément médiatisée, alors que 13% et 17% à peine pensent qu'il aurait fallu en faire plus. L'excès a été particulièrement ressenti par les leaders latins (39%) ainsi que par la droite/centre (43%) alors qu'à gauche, trois sur dix en auraient voulu plus. Les leaders du monde économique déplorent cet excès plus que ceux de la politique (40% contre 33%).

Dans la population, les Romands ne se distinguent pas des Alémaniques (41% et 44% pensent qu'on en a fait trop) et ce sont les Tessinois qui auraient souhaité que la crise soit plus à l'honneur dans les médias (27%), de même que la gauche (29%).

DES SECTEURS ÉCONOMIQUES INÉGALEMENT TOUCHÉS PAR LA CRISE

• Pour chacun des secteurs économiques suivants, quels ont été les effets de la crise et vont-ils se rétablir rapidement?



Dans l'ensemble, les Alémaniques relativisent plus que les Latins l'impact de la crise dans la plupart des domaines cités alors que les leaders de gauche ou de droite/centre réagissent de façon similaire. Concernant l'industrie des machines, les leaders de l'économie actifs sur le plan international sont plus soucieux.

AUTANT LA FAUTE DES BANQUES QUE DES USA!

• Qui sont, à votre avis, les trois principaux responsables de la crise mondiale que nous venons de vivre?

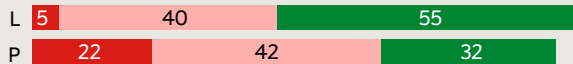


Pour près de huit leaders sur dix, la crise relève autant de la responsabilité des banques que des USA qui ont laissé se développer la crise des subprimes. Les plus jeunes des leaders sont moins sévères vis-à-vis des banques que leurs aînés (68% contre 83%). La droite/centre accuse plus les USA que la gauche (86% contre 58%) qui, elle, fait porter ses reproches à la grande économie en général.

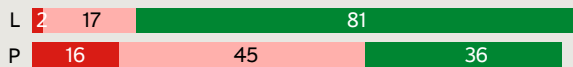
C'EST L'AVENIR DES RETRAITES ET LA DÉTÉRIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL QUI ONT ÉTÉ ÉBRANLÉS PAR LA CRISE, PLUS QUE LA COMPÉTITIVITÉ OU LE POUVOIR D'ACHAT HELVÉTIQUES

• Pour chacun des éléments suivants, pensez-vous qu'il a été ébranlé par la crise? Êtes-vous optimiste pour son évolution?

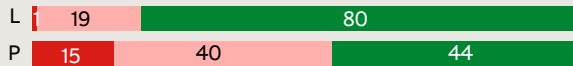
Avenir des retraites en Suisse



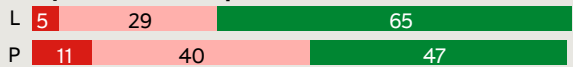
Conditions de travail en Suisse



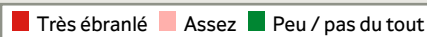
Paix du travail en Suisse



Compétitivité économique de la Suisse



Pouvoir d'achat des Suisses



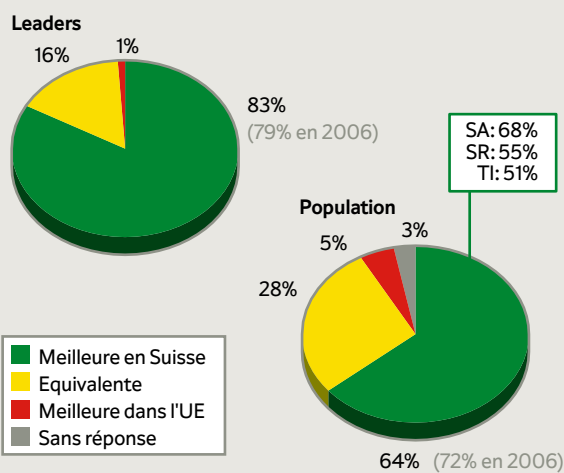
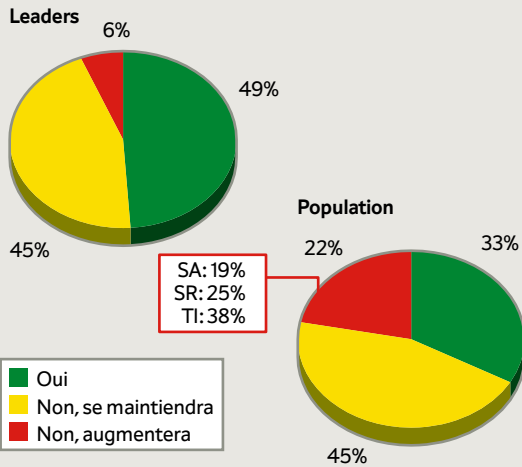
Optimisme

Les leaders latins sont plus pessimistes que les alémaniques sur l'atteinte de la crise à la compétitivité économique (44% contre 29%) et au pouvoir d'achat des Suisses (30% contre 10%). Ceux de gauche déplorent particulièrement l'impact sur les conditions de travail en Suisse. Dans la population, l'avenir des retraites préoccupe plus encore les femmes que les hommes (69% contre 58%), les actifs plus que les aînés (68% contre 53%), les Tessinois plus que les Romands ou les Alémaniques (79% contre 73% et 60%) et la gauche plus que la droite/centre (70% contre 58%). L'impact sur les conditions de travail est particulièrement relevé par les femmes, les Latins et la gauche alors que les opinions sont constantes à travers les âges.

COMMENT VA LE MARCHÉ DU TRAVAIL EN SUISSE?

• Pensez-vous que, dans les trois prochaines années, la Suisse reviendra à la situation antérieure avec un chômage limité à environ 3%?

• D'ici à trois ans la situation sur le marché du travail sera, selon vous, meilleure en Suisse, équivalente ou meilleure dans l'UE?

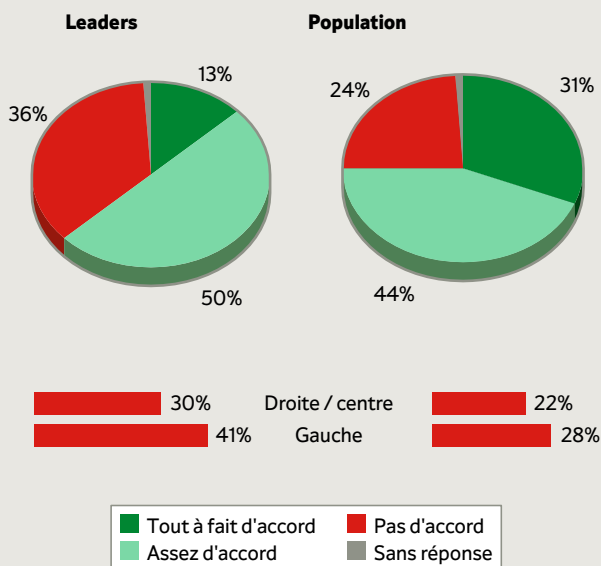


La moitié des leaders et le tiers de la population sont optimistes quant au redressement de l'emploi. Le grand public tessinois et romand est cependant nettement plus dubitatif que chez les Alémaniques. Chez les leaders, l'opinion que la Suisse reste privilégiée par rapport aux pays de l'UE est stable, autour des 80% depuis quatre ans. Dans la population, en revanche,

le sentiment de rejoindre le rang augmente, avec 28% des mentions contre 20% seulement il y a quatre ans. Les trois régions linguistiques qui avaient à peu près la même perception en 2008 diffèrent sensiblement aujourd'hui, 51% des Tessinois et 55% seulement des Romands se jugeant privilégiés, contre 68% des Alémaniques.

L'ESPOIR D'UNE PROSPÉRITÉ DURABLE

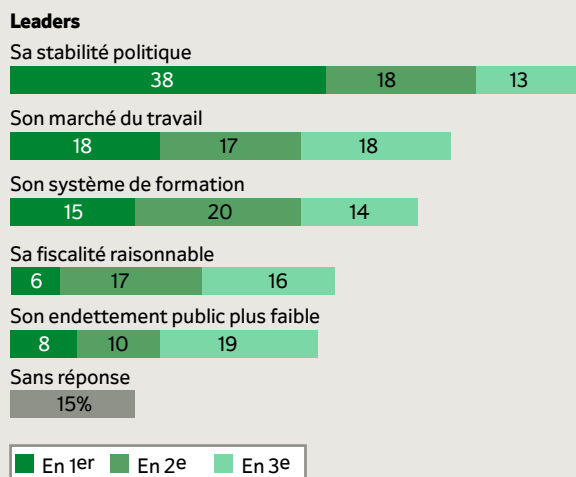
• La Suisse est encore prospère et elle va le rester?



Pour les deux tiers des leaders et les trois quarts de la population, la Suisse est encore très ou assez prospère, le solde doutant qu'elle le soit à l'avenir autant qu'aujourd'hui, particulièrement à gauche. Un grand consensus existe chez les leaders à ce sujet, aucun groupe particulier n'exprimant d'avis spécifique. Dans la population, les opinions ne diffèrent guère mais on trouve un peu plus de pessimistes chez les actifs (25% contre 20%), les Romands (28% contre 23%) et les foyers modestes (28% contre 21%). Les jeunes leaders sont également plus nombreux à craindre que la Suisse ne revive plus les jours heureux d'antan (43% contre 31%).

LE PRINCIPAL ATOUT DE LA SUISSE RESTE POLITIQUE

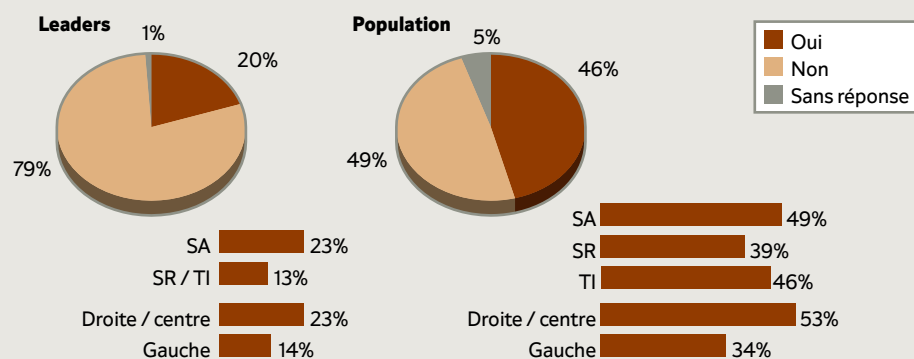
• Parmi les atouts suivants dont bénéficie la Suisse à l'heure actuelle, quel est celui que vous considérez comme le plus important?



Sans conteste, les leaders placent en premier la stabilité politique du pays: 38% y voient le principal atout, particulièrement, d'ailleurs, les leaders du monde économique ainsi que la droite. Deux autres sont ex aequo: son marché du travail cité prioritairement par 18% (en particulier 44% des acteurs économiques actifs à l'intérieur du pays) et son système de formation performant cité en premier par 15% (en particulier 22% des Latins et 26% de la gauche). Son endettement public modéré et sa fiscalité raisonnable ne sont, enfin, cités que par 8% (mais 15% des acteurs économiques actifs à l'extérieur du pays) et 6% des répondants.

LA POPULATION EST ASSEZ TENTÉE PAR UN RETOUR AU CONTINGENTEMENT

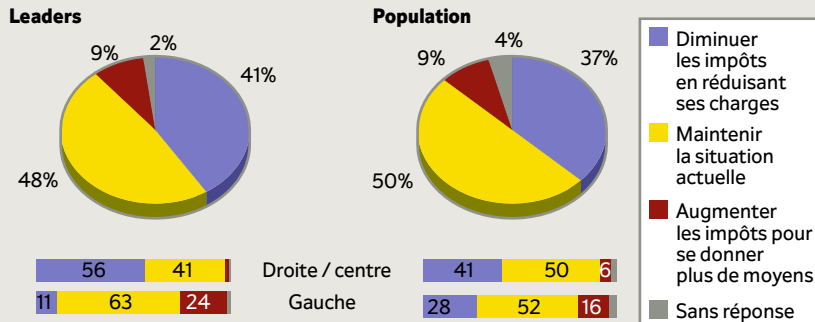
• Compte tenu de la crise actuelle, pensez-vous que le Conseil fédéral devrait réintroduire le contingentement des travailleurs en provenance de l'UE?



Si 79% des leaders s'y opposent, presque la moitié de la population estime que c'est une bonne idée, les Romands s'avérant toutefois plus tièdes avec 39% seulement contre 46% des Tessinois favorables et 49% des Alémaniques. Dans les deux cibles, la droite/centre est plus convaincue que la gauche.

SURTOUT NE PAS AUGMENTER LES IMPÔTS

• Pour la compétitivité économique de la Suisse, comment l'Etat doit-il faire évoluer la fiscalité?



En termes de fiscalité, la moitié des leaders et de la population recommandent de maintenir la politique actuelle alors que 4 sur 10 pensent qu'il faudrait réduire la fiscalité en même temps que les charges. L'option de donner plus de moyens à l'Etat ne séduit que 9% de chacune des deux cibles, mais 24% des leaders et 16% de la population appartenant à la gauche.

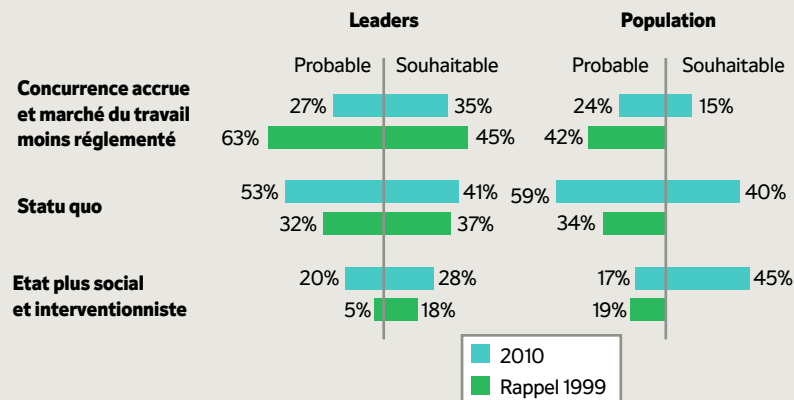
PLUS OU MOINS DE LIBÉRALISME EN SUISSE?

• Perspectives probables et souhaitables pour l'économie suisse d'ici à cinq ans?

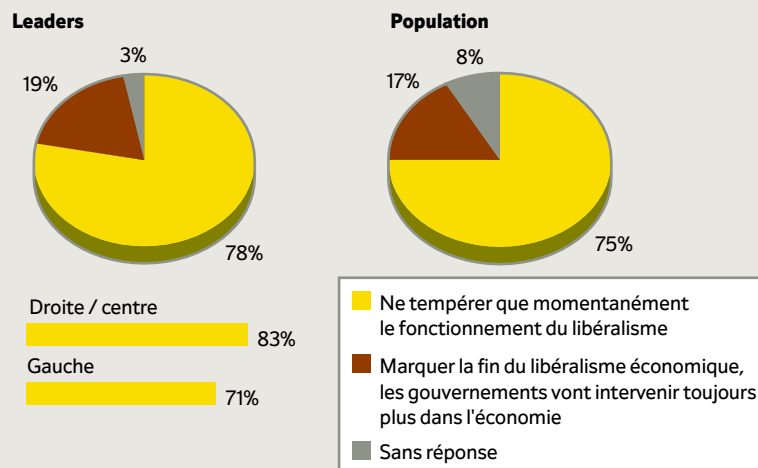
Un bon tiers des leaders souhaiteraient un marché plus libéral et, à l'opposé, 19% penchent pour plus d'interventionnisme étatique. Dans la population, ces deux proportions sont de 15% et 45%, attestant de la perte de confiance dans le libéralisme au gré de la crise. Un peu plus d'un tiers des deux cibles trouvent toutefois que l'équilibre actuel est bon. Ces opinions ont évolué depuis Sophia 1999 où le libéralisme inspirait nettement plus confiance qu'aujourd'hui. Un leader de droite sur cinq prédit un glissement interventionniste qu'il ne souhaite évidemment pas, alors que la gauche qui le souhaite ne croit pas à son avènement.

Au final, l'opinion majoritaire de la population est que l'avenir sera assez similaire à aujourd'hui (59%), voire plus libéral (24%) alors que les leaders sont à peine moins catégoriques avec 53% et 27%.

A la question plus directe supputant la fin du libéralisme, leaders de gauche et de droite sont persuadés du contraire (83% et 71%), de même que la population. Chez elle, les hommes en sont plus persuadés que les femmes (81% contre 69%), les moins de 45 ans plus que leurs aînés (80% contre 70%) et les foyers aisés plus que les modestes (81% contre 66%).



• La crise économique va-t-elle marquer la fin du libéralisme ou ne le tempérer que momentanément?



Malgré la perte de confiance dans les banques, les Suisses soutiennent en majorité le secret bancaire. Tous, leaders et population, sont convaincus que les leçons de la crise ne seront pas tirées.

2 Crise financière La fin d'une époque?

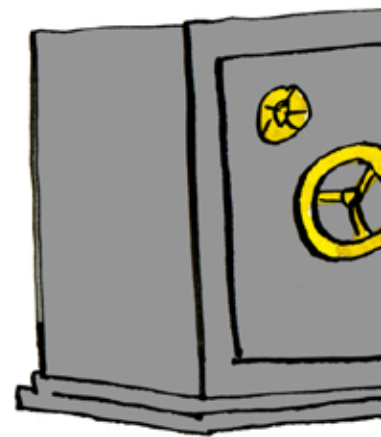
MARIE-HÉLÈNE MIAUTON

Si la crise économique semble avoir peu marqué les esprits, qu'en est-il de la crise financière? A-t-elle entamé la confiance légendaire que les Suisses portaient en leurs institutions bancaires? Selon les leaders, c'est effectivement le cas et les deux tiers d'entre eux pensent même que ce fut un véritable choc dont elles ne se remettront pas dans les prochaines années. Heureusement que ce lourd verdict est tempéré par les principaux intéressés: 39% de la population affirme avoir vraiment perdu confiance, autant avoir été «assez» ébranlée et 21% pas plus touchée que ça! L'étude annuelle réalisée par M.I.S Trend pour l'Association suisse des banquiers montre des résultats encore plus positifs concernant l'institution bancaire suisse en général avec 31% d'opinions favorables plutôt que 21% ici. La population aurait donc nuancé son jugement selon les différents établissements, sans faire d'amalgame ni condamner l'entier d'une profession à cause des erreurs de certains. Pourtant, les séquelles ne seront pas mineures puisque la moitié du grand public affirme que sa confiance ne reviendra pas de sitôt. Le nécessaire mais douloureux sauvetage d'UBS suscite des réactions contrastées puisque seuls 28% des leaders le mettent en cause (41% chez ceux de gauche) mais 52% de la population, indépendamment des appartenances partisans. Ce sont les femmes qui se montrent les plus choquées alors que les jeunes semblent

avoir mieux admis la démarche. En revanche, l'immense majorité des leaders et du grand public est convaincue qu'il aurait été possible au Conseil fédéral d'anticiper la crise du secret bancaire au lieu de réagir lorsqu'il était déjà trop tard. Dans l'étude ASB déjà citée, 40% de la population affirme que la Suisse officielle ne s'engage pas assez pour défendre le secret bancaire de même que 70% pensent qu'elle ne doit pas céder aux pressions extérieures, ce qui rejoint Sophia 2010 où la moitié des leaders et 60% de la population veulent sauver tout ce qui est encore possible de l'être au lieu de renoncer purement et simplement au secret bancaire. Sans surprise, les opinions s'inversent encore une fois entre la gauche et la droite/centre dans les deux cibles, mais c'est ici l'un des plus profonds clivages politiques du sondage.

Consensus désabusé. Une opinion cependant est majoritairement partagée, c'est que les leçons de la crise ne seront pas tirées par les acteurs de l'économie financière et que tout recommencera comme avant, sauf si l'Etat s'en mêle. Que l'on soit de droite ou de gauche, hommes ou femmes, Latins ou Alémaniques, la vision est similaire avec 10% seulement qui pensent que la leçon portera ses fruits. Enfin un vrai consensus dans le réalisme, sans doute un peu désabusé! Dans une étude similaire entreprise auprès des leaders de 22 pays, la conviction du retour prochain au «business as usual» atteignait 68% chez les leaders de l'UE et 74% en France!

LA CONFIANCE REVIENT...



Il n'est donc pas étonnant que les mesures proposées dans le sondage pour éviter que tout recommence comme avant soient approuvées par la population qui les plébiscite toutes, sans exception, qu'il s'agisse de la surveillance accrue des banques par l'Etat, de la limitation des établissements financiers, du contrôle et de la taxation des bonus ou d'une meilleure implication des actionnaires. Il en va de même chez les leaders, sauf la

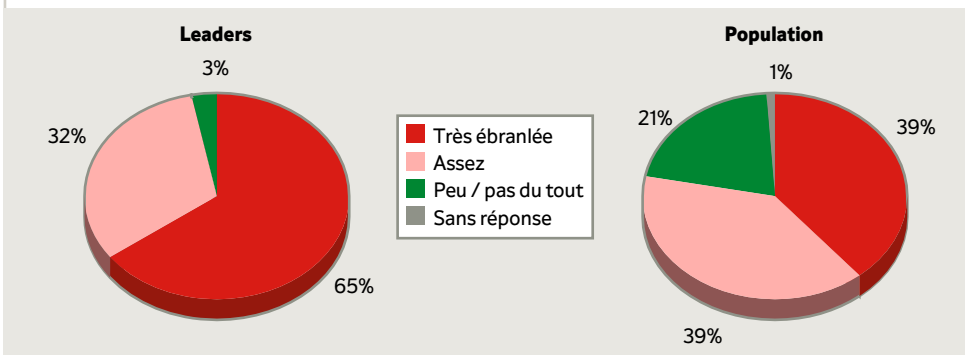
**70% DE LA POPULATION PENSE
QUE LA SUISSE NE DOIT PAS CÉDER
AUX PRESSIONS EXTÉRIEURES.**

limitation du salaire des dirigeants qui ne passe juste pas la rampe. La principale différence entre les deux cibles apparaît sur la limitation des salaires des dirigeants, largement approuvée par la population mais par la moitié des leaders seulement, plutôt les Latins et surtout à gauche. ◦



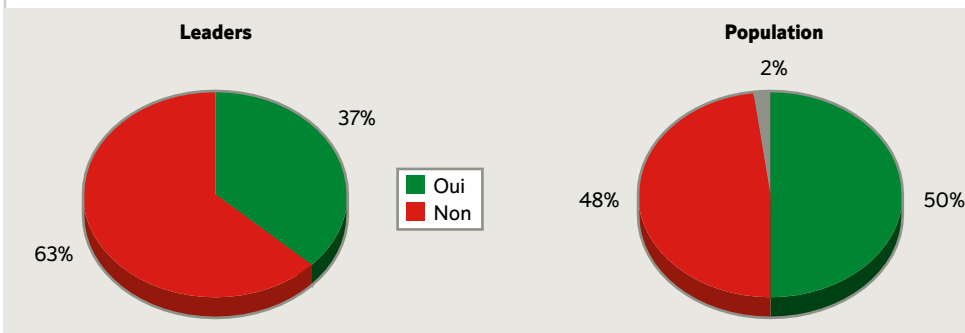
LA CONFIANCE ENVERS LES BANQUES EST MOINS ÉBRANLÉE DANS LA POPULATION

• La confiance des Suisses en leur système financier et leurs banques a-t-elle été ébranlée par la crise?



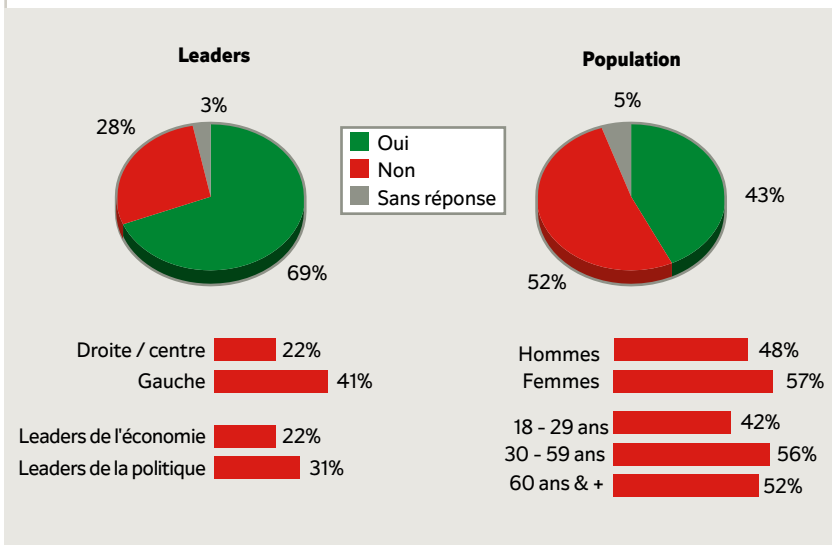
Les leaders de gauche sont particulièrement convaincus (73%) que la population a perdu confiance en ses banques, et 76% craignent en outre que cela ne soit durable. A droite, ces chiffres sont de 59% et 53%. La population est plus nuancée, et l'on n'y retrouve pas un clivage gauche/droite aussi marqué.

• La confiance reviendra-t-elle dans les 3 prochaines années?



UBS: UN SAUVETAGE CONTROVERSÉ

• Approuvez-vous ou non le sauvetage d'UBS par l'Etat?

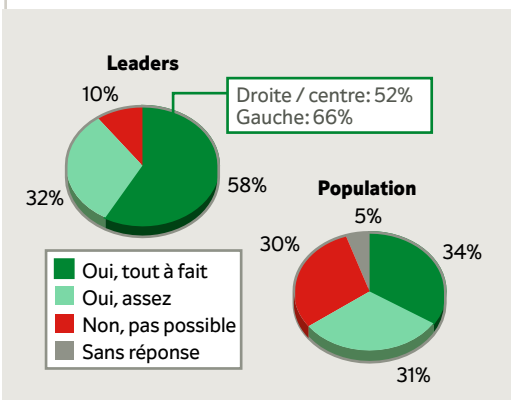


Les différences d'opinion apparaissent entre les leaders de droite et de gauche sur la question du sauvetage d'UBS par l'Etat, 22% des premiers en critiquant le principe contre 41% des seconds. Toutefois, et quel que soit le sous-groupe observé, la majorité reste convaincue qu'il était impossible de faire autrement. C'est le contraire dans la population où les opinions sont très partagées et plutôt négatives. Les femmes sont particulièrement dubitatives (57% contre 48% des hommes) ainsi que la classe d'âge des 30 à 59 ans (56% contre 42% en deçà et 52% au-delà).

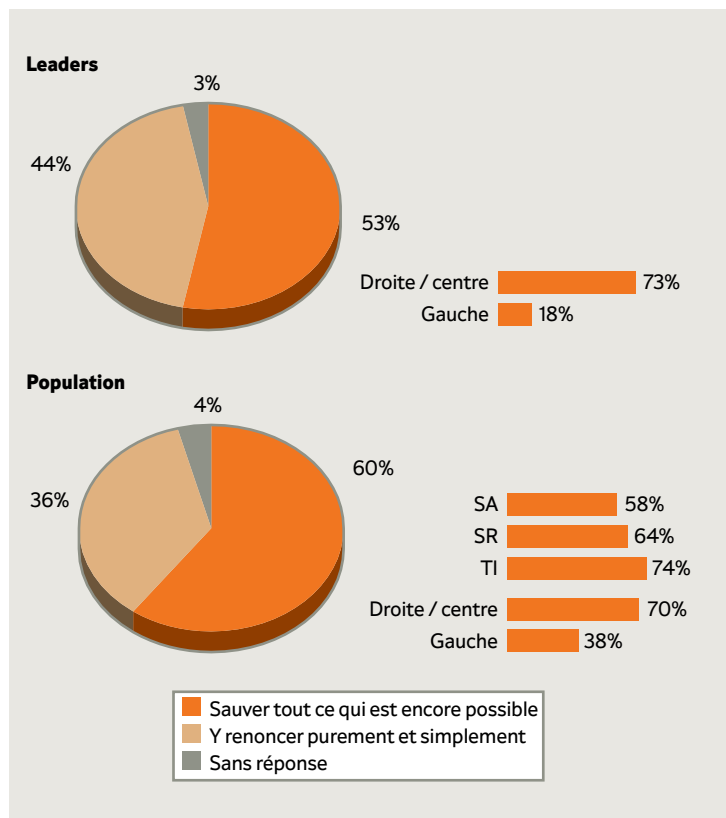
IL FAUT SAUVER LE SECRET BANCAIRE

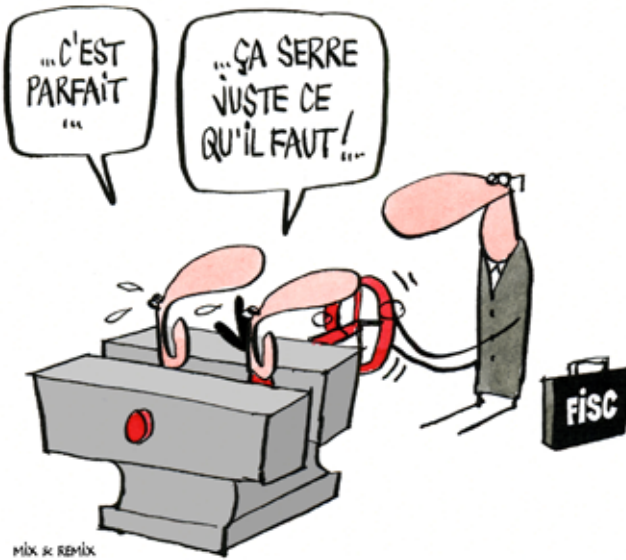
• Le Conseil fédéral aurait-il pu anticiper la crise du secret bancaire?

• Faut-il tenter de sauver le secret bancaire ou y renoncer?



Neuf leaders sur dix et 65% du grand public, à droite (87% et 62%) comme à gauche (93% et 69%), sont convaincues qu'il aurait été possible au Conseil fédéral d'anticiper la crise du secret bancaire. En revanche, les opinions sur la nécessité de sauver tout ce qui peut encore l'être concernant le secret bancaire s'inversent entre leaders de droite/centre ou de gauche (73% contre 18%), de même que dans la population (70% contre 38%) où les Alémaniques se montrent moins favorables à un sauvetage à tout prix que les Romands ou les Tessinois (58% contre 64% et 74%).





SOLIDEMENT ENCADRER LE MONDE FINANCIER?

• Approuvez-vous ou non les mesures suivantes dictées par la crise?

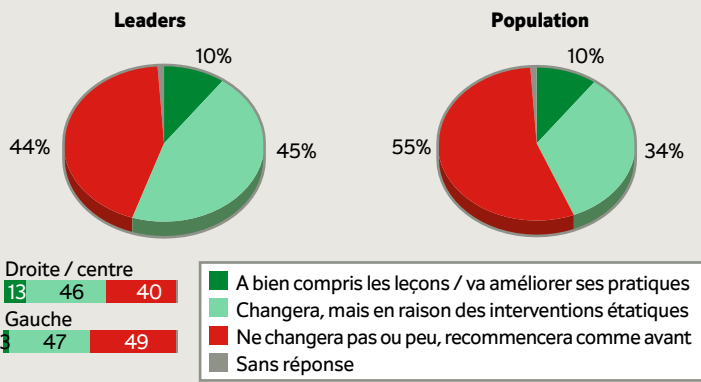
La surveillance accrue des banques par l'Etat			
Leaders	85	12	
Population	85	13	
L'implication accrue des actionnaires			
Leaders	81	9	10
Population	76	16	8
Le contrôle et la taxation des bonus			
Leaders	66	29	5
Population	84	14	
La limitation de la taille des établissements financiers			
Leaders	53	38	9
Population	71	23	6
La limitation du salaire des dirigeants d'entreprises			
Leaders	49	44	7
Population	78	19	

■ Approuve ■ N'approuve pas ■ Sans réponse

C'est sur la limitation des salaires des dirigeants que les leaders et la population s'opposent avec 49% d'approbation chez les uns (57% des Latins et 80% de la gauche) et 78% chez l'autre (en particulier 86% des femmes et autant à gauche). Toutes les autres mesures proposées sont approuvées par les leaders et plébiscitées par plus de 70% de la population. Dans le grand public, les Alémaniques sont systématiquement plus favorables aux propositions formulées. La gauche se montre aussi plus enthousiaste, sauf sur l'implication des actionnaires qui passe mieux à droite ainsi que chez les hommes d'ailleurs. Les femmes sont très convaincues de la limitation de la taille des établissements financiers. Chez les leaders, on retrouve un fort clivage politique, en particulier sur la limitation de la taille des banques, approuvée par les trois quarts de la gauche mais par 40% de la droite/centre seulement.

L'ÉTAT DOIT INTERVENIR POUR QUE TOUT NE RECOMMENCE PAS COMME AVANT...

• Le monde de la finance a-t-il compris les leçons de la crise ou tout recommencera-t-il comme avant?



Un nombre égal de leaders affirme que le monde financier ne changera pas à l'avenir (44%) ou qu'il le fera contraint et forcé par des mesures étatiques (45%), alors que 10% seulement pensent que les leçons ont porté. Les leaders de la politiques sont plus enclins à croire aux vertus de leur intervention que ceux de l'économie (58% contre 42%) et ceux de la gauche craignent plus que les autres un statu quo qu'ils déplorent sans doute (49% contre 40%). Dans la population, ce sont les hommes qui doutent le plus du changement (62% contre 49% des femmes).

Le Conseil fédéral est très sévèrement jugé pour sa gestion des récentes crises qui ont ébranlé la Suisse. Mais ni leaders ni population ne remettent durablement en cause le système politique helvétique.

3 Crise politique Beaucoup d'erreurs, peu de sanctions

MARIE-HÉLÈNE MIAUTON

C'est peu dire que la Suisse a rencontré des difficultés dans ses relations internationales récemment! Certaines relèvent du politique (l'affaire libyenne et le vote sur les minarets) et d'autres touchent aux questions financières. Les Suisses se montrent en général très sévères sur la façon dont la Conseil fédéral les a gérées. Les pires reproches, aussi bien chez les leaders que dans la population, concernent l'affaire libyenne qui ne compte que de rares leaders satisfaits et à peine un cinquième de la population. Toujours dans le registre du politique, la gestion des suites du vote sur les minarets est nettement mieux perçue puisque quatre leaders et cinq personnes sur dix s'en disent satisfaits. De façon générale, la droite est moins critique.

Dans le cadre des affaires financières, la gestion du sauvetage d'UBS est bien jugée par les deux tiers des leaders mais par la moitié seulement de la population, sans doute parce que celle-ci en approuve moins le principe, comme ce fut constaté précédemment. Sur les dossiers relevant de la concurrence fiscale, le Conseil

fédéral est mal noté, surtout lorsqu'il s'agit de la remise des noms des clients UBS aux USA qui mécontente tout le monde. De façon générale, les leaders sont encore plus sévères que la population sur toutes ces questions techniques, et la gauche plus que la droite/centre.

Pas étonnant dès lors que de nombreux reproches fondamentaux soient adressés au Conseil fédéral, en particulier sur son incapacité à parler d'une seule voix et son souci gestionnaire plutôt que stratégique. Même s'ils s'avèrent moins négatifs sur l'inadéquation du collège fédéral aux impératifs de notre temps, sur sa faiblesse ou encore sur sa combativité, les scores critiques restent très élevés. Il y a donc effectivement un malaise entre la population et son gouvernement, comme la cote d'amour du Conseil fédéral parue en avril dans *L'illustré* le montrait, avec 42% seulement de citoyens positifs, score le plus bas depuis la création de ce baromètre en 1992.

Pas d'élection par le peuple. Pour répondre à cette insatisfaction, quelles mesures faut-il prendre? Sur les

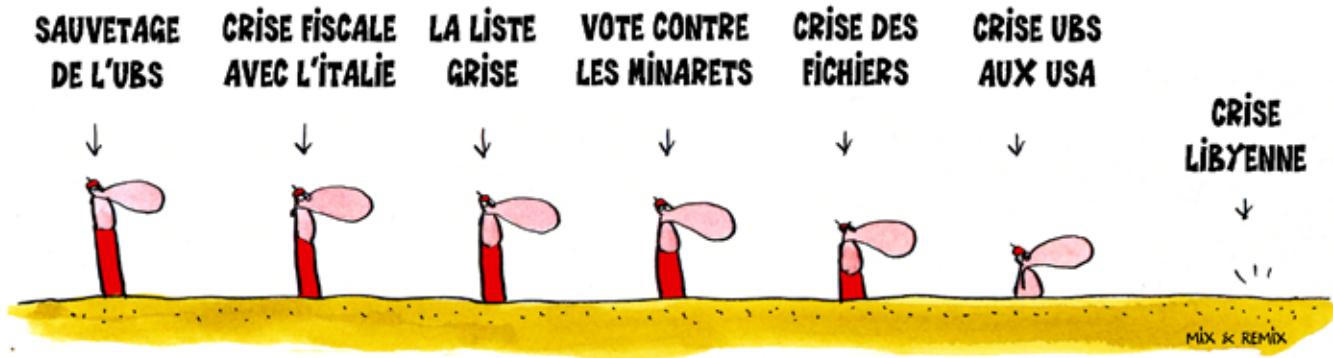
quatre proposées dans le questionnaire, deux passent la rampe, soit la nomination d'un président durable et la création d'un état-major indépendant. En revanche, les deux réformes visant à modifier le mode d'élection du Conseil fédéral sont sèchement refusées, sauf par les Tessinois qui y sont les plus sensibles, avec 50% d'acceptation. Sans doute y voient-ils un moyen possible pour leur communauté d'être plus souvent présente au sein du collège.

Au-delà du Conseil fédéral, la confiance dans les institutions politiques elles-mêmes a été ébranlée par la crise, ce que plus de la moitié des leaders ressentent. Ces chiffres sont éloquentes, mais il faut en modérer l'ampleur par le fait que l'affirmation reste tiède (effets «assez» plutôt que «très importants») et parce que ces effets négatifs ne sont jugés durables que par la moitié des leaders et quatre personnes sur dix dans la population.

Système politique. Pour confirmer d'ailleurs que ni les leaders ni la population ne veulent jeter le bébé avec l'eau du bain en matière d'institutions, la question baromètre de Sophia sur l'envie de modifier le système politique suisse n'évolue pas de façon significative par rapport à l'an dernier et reste en deçà des scores plus anciens. En revanche, les avis enthousiastes sur la démocratie directe et le fédéralisme sont légè-

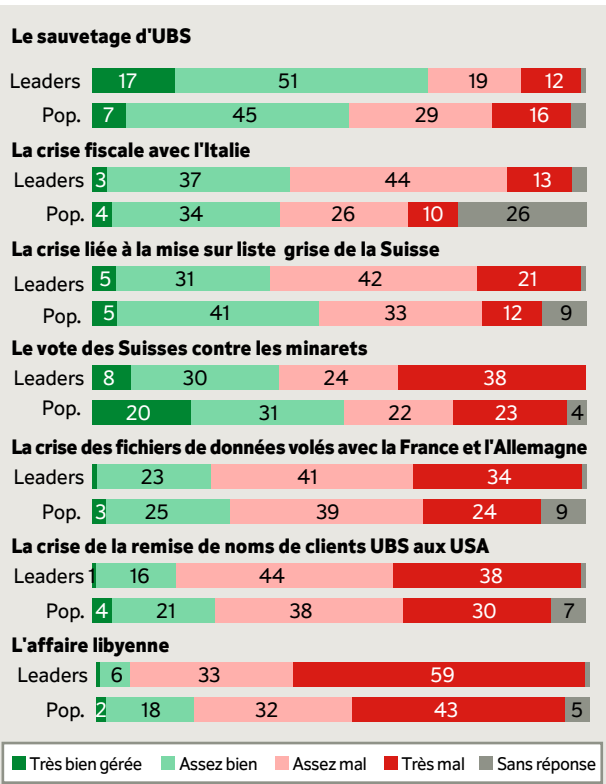
DE NOMBREUX REPROCHES FONDAMENTAUX SONT ADRESSÉS AU CONSEIL FÉDÉRAL, EN PARTICULIER SUR SON INCAPACITÉ À PARLER D'UNE SEULE VOIX.

rement en retrait par rapport à l'an dernier, peut-être en raison du vote sur les minarets. En outre, les leaders continuent d'être moins convaincus sur la neutralité ou la milice (sans évolution toutefois) que la population qui les approuve largement, au-delà même des chiffres de l'an dernier. ◦



JUGEMENTS SÉVÈRES SUR LA GESTION DES DIFFICULTÉS RÉCENTES EN POLITIQUE ÉTRANGÈRE

• Outre la crise économique mondiale, la Suisse a dû faire face à un certain nombre de difficultés dans ses relations internationales. Pour chacune, ci-dessous, notez si vous trouvez qu'elle a été bien ou mal gérée par la Suisse.



Seuls 7% des leaders sont satisfaits de la façon dont le Conseil fédéral a traité l'affaire libyenne, ainsi que 20% de la population, dont à peine 18% des hommes, 15% des Romands et 18% de la droite/centre. Les Tessinois sont les plus cléments avec 27% d'opinions positives.

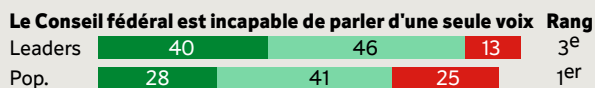
La gestion des suites du vote sur les minarets est perçue positivement par 38% des leaders mais 43% des moins de 55 ans, 50% chez ceux de droite, 46% des entrepreneurs et 59% chez ceux qui sont actifs sur le plan international. En revanche, la moitié de la population se montre satisfaite, en particulier les Alémaniques (54%), les classes moyennes (53%) ainsi que les gens de droite (61%).

Dans le registre des affaires financières, la gestion du sauvetage d'UBS est bien jugée par les deux tiers des leaders mais plus à droite (76%) qu'à gauche (53%).

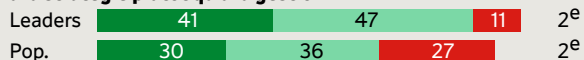
Dans la population, 52% approuvent le Conseil fédéral, mais les Alémaniques et les Tessinois (54%) plus que les Romands (45%). La gestion des autres dossiers relevant de la concurrence fiscale n'a également pas été bonne affirment leaders et population, mais l'insatisfaction domine toujours plus à gauche qu'à droite. Toutefois, la crise fiscale avec l'Italie et la mise sur liste grise de la Suisse sont nettement mieux notées que l'affaire des fichiers volés ou des noms de clients remis aux USA, qui suscitent tous deux une très grande insatisfaction, aussi bien chez les leaders que dans la population.

UN CONSEIL FÉDÉRAL VERTEMENT CRITIQUÉ

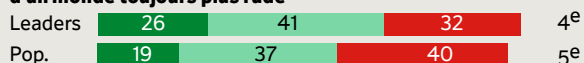
• Critiques formulées envers le Conseil fédéral



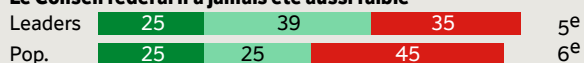
Les Conseillers fédéraux devraient se consacrer à la stratégie plutôt qu'à la gestion



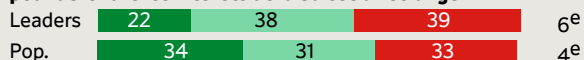
Le Conseil fédéral est inadapté aux défis d'un monde toujours plus rude



Le Conseil fédéral n'a jamais été aussi faible



Le Conseil fédéral n'est pas assez combatif pour défendre les intérêts de la Suisse à l'étranger



■ Tout à fait d'accord ■ Assez d'accord ■ Pas d'accord

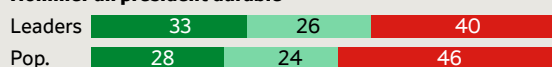
Les deux échantillons consultés approuvent tous les reproches à l'égard du Conseil fédéral qui leur étaient proposés. Deux cependant les convainquent particulièrement: son incapacité à parler d'une seule voix (86% des leaders et 69% de la population) et son souci de la gestion plutôt que de la stratégie (88% et 66%). Les opinions sont plus clémentes s'agissant de l'inadéquation du Conseil fédéral aux impératifs de notre temps, de sa faiblesse ou encore de sa combativité, même si l'approbation de ces critiques reste élevée.

De façon générale et dans le grand public, les jeunes sont moins critiques que leurs aînés, au contraire de la droite, plus insatisfaite. Chez les leaders, les Latins, la droite et l'économie sont encore plus sévères que les autres.

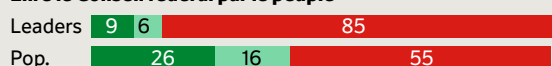
OUI À UN PRÉSIDENT, NON À L'ÉLECTION PAR LE PEUPLE

• Propositions de réformes

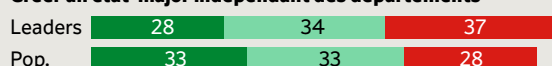
Nommer un président durable



Elire le Conseil fédéral par le peuple



Créer un état-major indépendant des départements



Elire le Conseil fédéral sur base d'une liste réunie autour d'un programme



■ Tout à fait d'accord ■ Assez d'accord ■ Pas d'accord

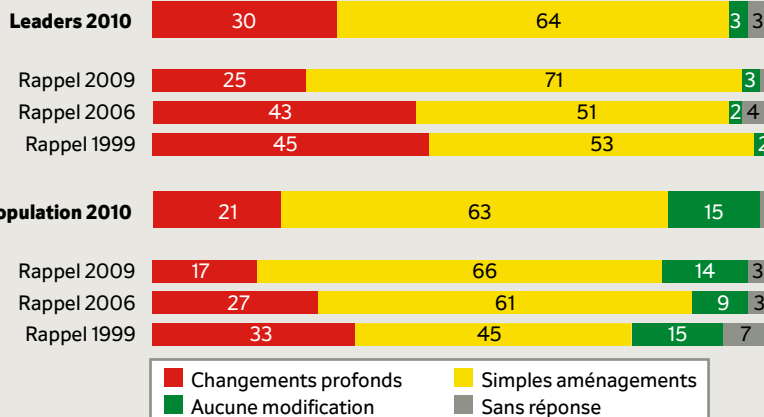
Dans la population, l'idée d'un Président durable déplaît plus aux jeunes (58% refusent) mais satisfait les Romands (62% y sont favorables). La création d'un état-major est unanimement acceptée. L'élection sur base d'une liste déplaît aux Alémaniques (52% refusent) mais plaît aux Tessinois (50% acceptent). Enfin, l'élection par le peuple ne trouve quelque soutien que chez les jeunes et les Tessinois (52% et 53%) au contraire de la gauche où 30% seulement acceptent.

Chez les leaders, l'idée de nommer un président durable et d'élire le Conseil fédéral sur base d'une liste plaît plus aux jeunes (65%, 42%), aux Latins (70%, 47%) et à l'économie (62%, 40%). La création d'un état-major est acceptée par tous, particulièrement chez les Latins (67%).

AMÉNAGER LE SYSTÈME SANS LE RÉVOLUTIONNER

• Le système politique suisse appelle-t-il à des changements?

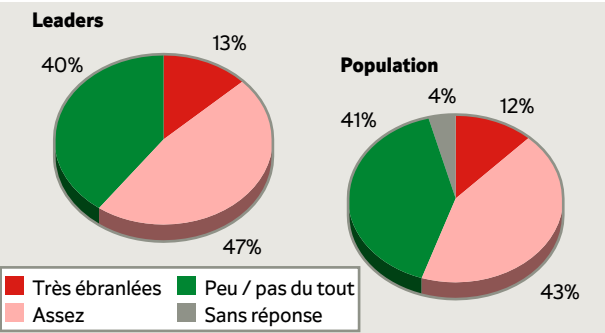
L'évolution des opinions dans le sens de changements plus profonds est non significative chez les leaders et tout juste dans la population. Les leaders de gauche (41% et 31%) veulent plus particulièrement des changements profonds tout comme les apolitiques du grand public (30%).



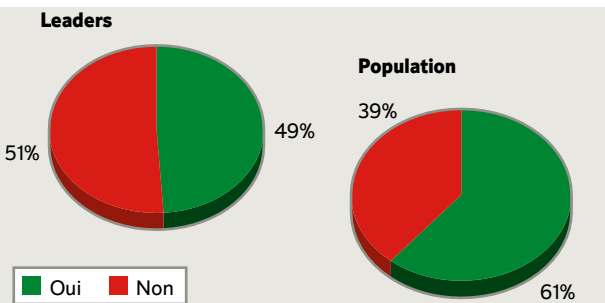
«La Suisse va devoir redéfinir ses positions fondamentales sur le plan politique et les affirmer. La collaboration internationale va devoir augmenter. Une image unie du pays passera par l'éviction des pratiques électoralistes, la mise en place de personnalités fortes et la promotion des droits démocratiques fondamentaux. Une stratégie «nationale» de communication va devoir être établie et la collaboration entre économie et politique sera indispensable.» **Paroles de leader**

ÉPHÉMÈRES EFFETS DE LA CRISE

• Les institutions politiques en Suisse ont-elles été ébranlées par la crise?



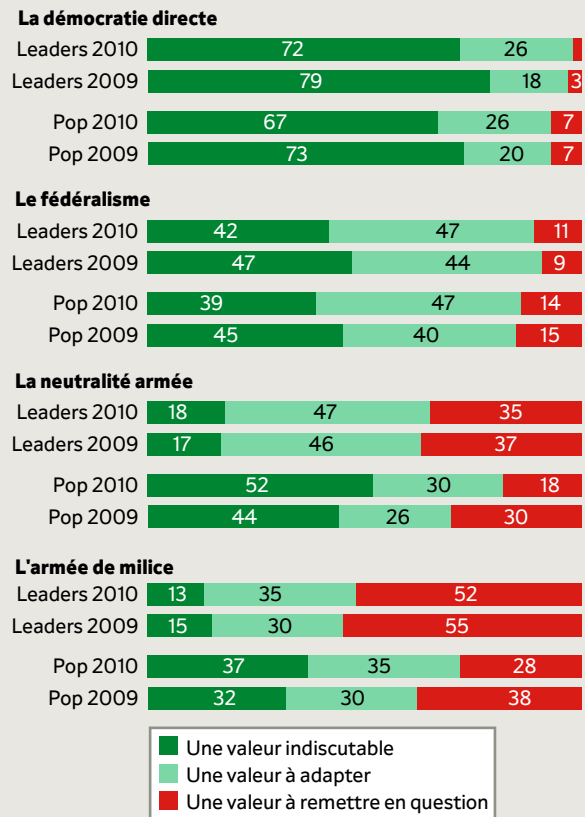
• La confiance reviendra-t-elle dans les 3 prochaines années?



Les institutions politiques ont été ébranlées par la crise jugent 60% des leaders et 55% de la population. L'affirmation reste cependant modérée puisque ces effets sont donnés comme «assez» plutôt que «très» importants. Les leaders latins (67%) sont plus choqués que les alémaniques (55%) et ceux du centre le moins (50%). Dans la population, il n'y a pas de différence significative. Ces effets négatifs ne sont jugés durables que par la moitié des leaders et 39% de la population, sans différence structurelle significative.

PAS DE REMISE EN CAUSE DES PRINCIPES INSTITUTIONNELS

• Quelle valeur attribuer aux principes institutionnels suisses?



Les enthousiastes sont légèrement en retrait par rapport à l'an dernier sur la démocratie directe et le fédéralisme. Les leaders continuent d'être moins convaincus sur la neutralité ou la milice que la population qui les approuve largement, avec +12% et +10% par rapport aux scores de l'an dernier.

La BNS et les patrons d'entreprise sont plébiscités par les leaders comme par la population, tandis que les médias récoltent le bonnet d'âne. Economie et syndicats suscitent en revanche des soutiens différenciés.

4 Leçons de la crise

Vote de confiance aux uns, motion de censure aux autres

MARIE-HÉLÈNE MIAUTON

La crise a induit une perte de confiance a-t-on beaucoup entendu. Mais ce phénomène est-il généralisé ou sectoriel? Toutes les institutions du pays sont-elles touchées ou seulement certaines, plus fautives ou plus exposées? Pour permettre de le savoir, les répondants ont dû estimer la «confiance pour agir pour le bien de la société» qu'ils accordaient à 19 institutions qui leur étaient proposées. Deux remarques s'imposent d'emblée: même quand les résultats sont globalement positifs, la certitude n'est jamais de mise, sauf pour la BNS qui suscite beaucoup d'enthousiasme. Concernant les autres, c'est tout au plus une assez bonne confiance qui est mentionnée. Au total, l'impression qu'elles agissent pour le bien de la société est majoritairement accordée à 12 institutions par les leaders et à 15 par la population sur les 19 proposées, avec toutefois de fortes minorités d'opposants. Les mieux notées simultanément dans les deux cibles, avec plus de 75% de notes positives, sont la BNS, les patrons de PME, la Justice, les autorités cantonales et l'administration publique. Il faut encore y ajouter les associations de consommateurs qui sortent premières chez la population.

Dans un deuxième groupe, obtenant la confiance de la moitié au moins des répondants et obtenant un rang similaire dans les deux cibles, on trouve les régies publiques, le Conseil fédéral, les Chambres, la Comco, les organisations patronales. Dans ce même groupe, l'économie en général et les grandes entreprises suisses sont mieux notées chez les leaders, et les ONG nettement mieux dans la population.

Il est difficile de placer les syndicats puisqu'ils se trouvent à la 18^e et avant-dernière place chez les leaders avec 30% de confiance seulement, mais obtiennent le 11^e rang dans le grand public avec une majorité qui leur accorde sa confiance.

Patrons plébiscités. Enfin, un troisième groupe d'institutions est décrié par la plupart des leaders et de la population. Il s'agit des institutions européennes, des entreprises internationales, de la Finma et des médias qui viennent en dernier dans les deux cibles, avec 18% seulement de confiance chez les leaders et 32% du grand public.

Ainsi, la hiérarchie des scores obtenus chez les leaders et le grand public est très proche, sauf pour cinq institutions notées de façon sensiblement différente dans les deux cibles. Il s'agit des associations de consommateurs qui

viennent en tête dans la population alors qu'elles ne se situent qu'au 8^e rang chez les leaders. De même les ONG, 7^e et 13^e, les syndicats 11^e et 18^e, l'économie 14^e et 7^e et les grandes entreprises suisses 15^e et 9^e. Visiblement, la population peine à croire que l'économie et les entreprises œuvrent pour le bien public, alors que les leaders ne se défient vraiment que des grandes structures internationales. A l'inverse, les patrons de PME sont plébiscités par les deux cibles.

Toujours pour les mêmes 19 institutions, les leaders seulement étaient priés de dire si leur jugement s'était amélioré, péjoré ou était resté stable depuis trois ans (environ le temps de la crise). Seuls la BNS et les patrons de PME ont vu la confiance en eux améliorée avec +48% et +33%. En revanche, les autres ont plus perdu que gagné du crédit. Leur bilan négatif est toutefois inégal, les médias et le Conseil fédéral ayant le plus perdu la cote avec 66% des leaders déçus.

Qu'en est-il des partis politiques maintenant? Une affirmation parmi d'autres était soumise aux interviewés, soit «Les partis politiques sont trop guidés par

LA SUISSE D'AUJOURD'HUI SERAIT DONC UNE NATION ENDORMIE DANS LE CONFORT ET L'INDIVIDUALISME, MAIS OÙ IL FAIT MIEUX VIVRE QU'AILLEURS.

leurs préoccupations électoralistes». Six leaders sur dix, surtout ceux du monde économique, en sont totalement convaincus contre seulement 45% de la population. La plupart du solde est assez convaincue de la pertinence de cette affirmation au point qu'il ne reste que 6% des leaders et 15% du grand public qui n'y croient pas, les jeunes dans les deux cibles étant plus cléments que leurs aînés. Ainsi, les partis politiques eux non plus ne semblent pas œuvrer prioritairement pour le bien du pays mais beaucoup pour leurs propres intérêts. Décidément, leaders et population sont pris d'une grande défiance vis-à-vis de certaines structures pourtant essentielles de la vie publique!



Quelle est la confiance accordée aux patrons des grandes entreprises, respectivement des PME, non plus pour agir pour le bien de la société comme noté ci-dessus, mais pour redresser l'économie et préserver les emplois et la croissance? Elle est similaire à la précédente et, en outre, les opinions ne changent guère par rapport à celles obtenues en 2008, alors que la crise n'était pas encore apparue. Ainsi, les événements récents n'auraient rien changé aux jugements des interviewés, comme s'ils faisaient vraiment la différence entre l'économie financière qu'ils désapprouvent et l'économie réelle qu'ils respectent.

Le Trustbarometer d'Edelmann StrategyOne, qui a interrogé en 2010 pas moins de 4875 leaders dans 22 pays, permet d'établir quelques comparaisons internationales. Ainsi, l'économie en général qui obtient en Suisse la confiance de 61% des leaders, en recueille 54% aux USA, 40% en Allemagne, 36% en France et 59% en Italie. En ce qui concerne le gouvernement, les leaders suisses sont 62% à accorder

leur confiance au Conseil fédéral, alors que le score est de 46% aux USA et de 43% en Allemagne ou en France. Les médias sont en queue de peloton dans les pays européens (alors qu'ils sont en tête dans les pays asiatiques!) tout comme en Suisse et la chute fut brutale entre 2008/2009 et 2010. La crise aurait donc tout particulièrement attenté à leur crédibilité. En France, elle passe de 31% en 2009 à 23% en 2010 pour la presse et la radio, et de 47% à 26% aux USA. En Suisse, elle n'atteint que 18% chez les leaders. Les ONG sont notées de façon similaire en Suisse (51%) qu'au Royaume-Uni, qu'en France-Allemagne (53%) ou qu'aux USA (58%). Quant aux patrons des grandes entreprises, ils obtiennent la confiance de seulement un quart des leaders américains, français, allemands ou anglais, mais de 51% des Chinois et de 68% des Suisses!

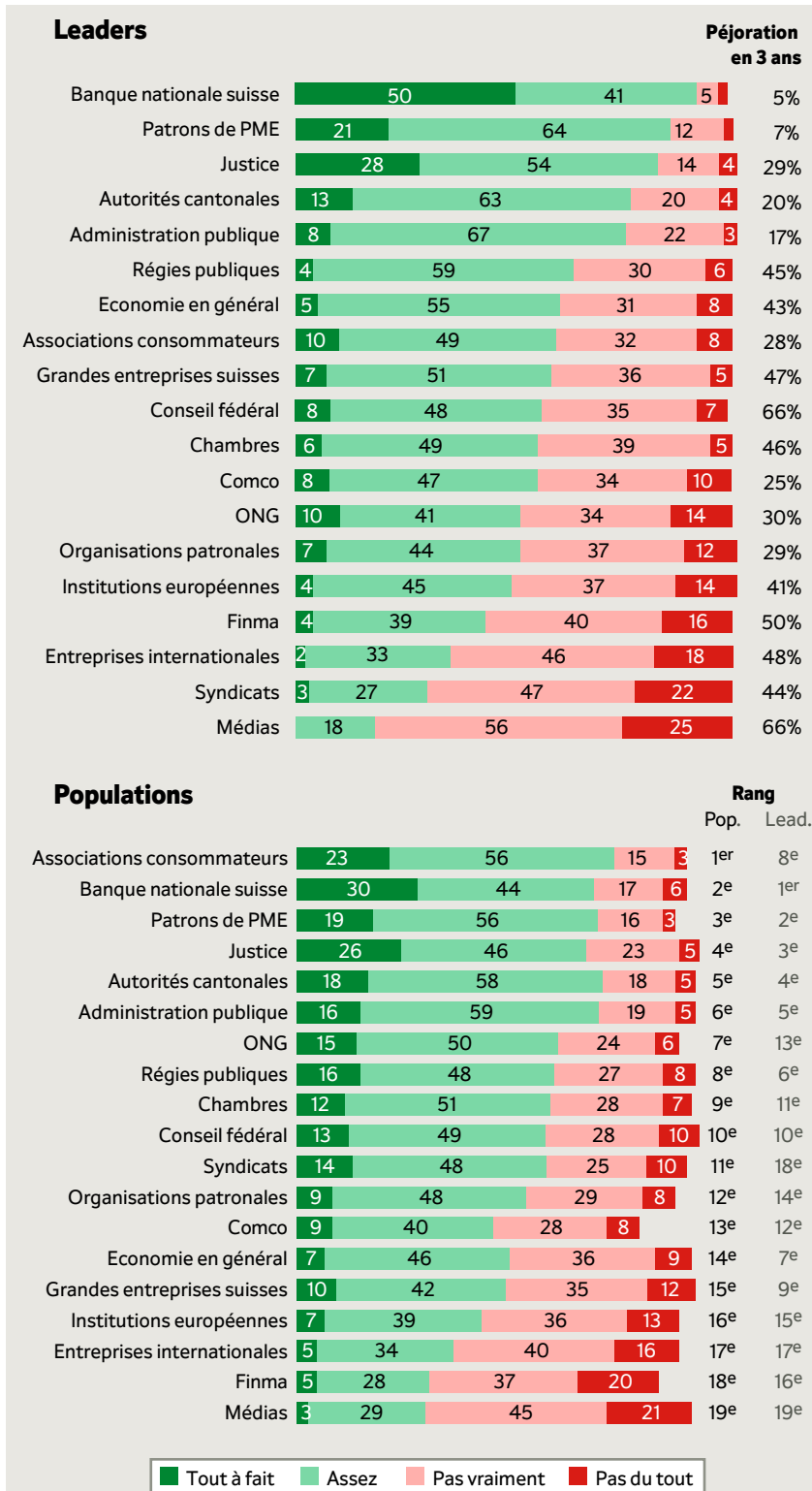
La Suisse toujours meilleure que les autres. Les opinions sur les défauts de la Suisse et des Suisses se sont améliorées depuis que la même ques-

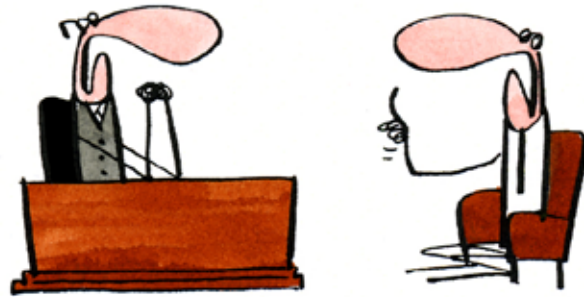
tion a été posée il y a treize ans, en 1997, sauf sur sa tendance à favoriser le «chacun pour soi» plutôt que la solidarité. Sans doute la crise récente, mais aussi la confrontation du pays à une mondialisation déstabilisante pour tous ont-elles permis de réveiller quelque peu le goût du risque, de redresser la situation scolaire et de regagner confiance dans la qualité de vie en Suisse par rapport à d'autres, plus touchés encore. Le portrait de la Suisse d'aujourd'hui serait donc celui d'une nation endormie dans le confort et l'individualisme, mais où il fait mieux vivre qu'ailleurs, et qui doit faire attention à son niveau scolaire, disent surtout les leaders. En conséquence, elle reste encore et toujours meilleure que les autres pays sur tout, sauf la culture où elle est assez équivalente. Par rapport aux jugements émis en 2007, on constate que la crise n'a pas fait varier sensiblement les opinions, parfois légèrement en retrait, parfois un peu plus optimistes, mais toujours largement situées dans le champ du meilleur. ◦

UNE CONFIANCE TRÈS INÉGALE ACCORDÉE AUX DIFFÉRENTS ACTEURS

Chez les leaders, les répondants de plus de 54 ans sont plus confiants que les jeunes en ce qui concerne la BNS, l'administration, le Conseil fédéral et la Comco. Seules les associations de consommateurs convainquent plus les Latins que les Alémaniques alors que ces derniers sont nettement plus cléments envers les institutions politiques, l'administration ainsi que l'économie en général. La droite/centre accorde une meilleure confiance que la gauche à l'économie, aux organisations patronales, à la Finma et à la BNS. A l'inverse, la gauche et les leaders de la politique notent mieux les associations de consommateurs, les régies publiques, les ONG, les institutions européennes, les syndicats et l'administration publique en général. Enfin, les leaders de l'économie accordent une plus grande confiance à l'économie et à ses organisations. Toutefois, ces différences ne provoquent pas de véritables inversions dans la hiérarchie des institutions entre régions linguistiques sauf en ce qui concerne les associations de consommateurs nettement mieux notées par les Latins, de même que la Comco. En revanche, l'appartenance à la droite ou à la gauche et, en corrélation, les leaders de l'économie ou de la politique, inversent leurs jugements sur la majorité des institutions proposées, ces différences restant cependant sans surprise. Dans la population, les différences sont moins accentuées que chez les leaders. Toutefois, les jeunes de moins de 30 ans accordent une meilleure confiance que leurs aînés aux régies publiques, aux entreprises internationales, aux syndicats et à la Finma. Les Alémaniques sont plus confiants que les Romands envers les régies publiques, le Conseil fédéral, l'économie et les organisations patronales, la Comco et la BNS. Les Tessinois sont pour leur part plus confiants envers le Conseil fédéral, les ONG, l'économie et les médias qui obtiennent dans ce canton une majorité d'opinions positives. Enfin, la droite/centre est plus favorable à l'économie alors que les répondants de gauche réagissent comme leurs homologues chez les leaders.

• Confiance accordée aux acteurs pour agir pour le bien de la société.





MIX & REMIX

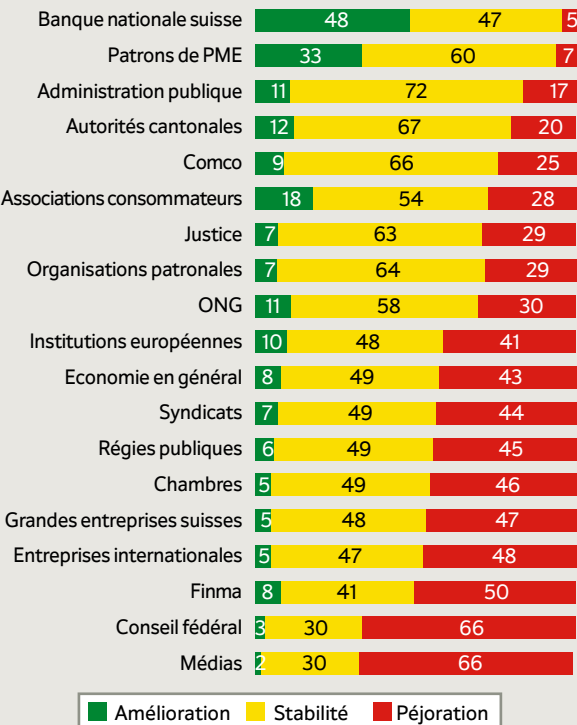
«Il faudrait revitaliser le sens des responsabilités dans tous les secteurs, à tous les niveaux et en particulier dans la presse. Mais comment faire?»

Paroles de leader

ÉVOLUTION DE LA CONFIANCE ENVERS LES INSTITUTIONS

• Amélioration ou péjoration des opinions depuis 3 ans.

Leaders

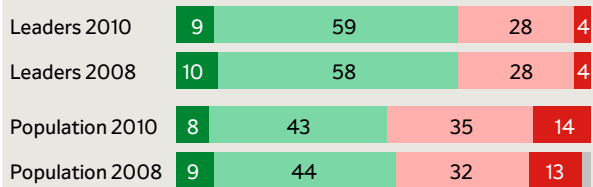


On retrouve ici les mêmes différences structurelles entre droite/centre et gauche que pour la confiance accordée à la question précédente.

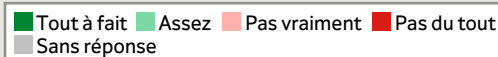
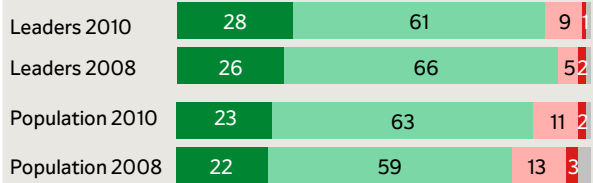
LA CRISE N'ENTAME PAS LA CONFIANCE ENVERS LES PATRONS

• A l'heure actuelle, faites-vous confiance ou non aux patrons pour maintenir l'économie du pays, ses emplois et sa croissance?

Les patrons des grandes entreprises



Les patrons des PME

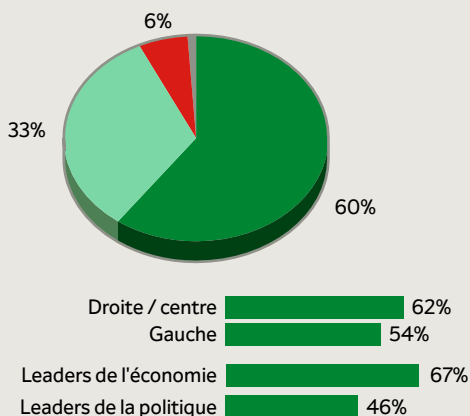


La population et les leaders romands et tessinois sont plus confiants envers les grandes entreprises (13% et 17% tout à fait) que les Alémaniques (6% et 5% tout à fait). Il en va de même pour les PME: 38% contre 23% chez les leaders et 28% contre 21% dans la population. La gauche est en général moins confiante que la droite/centre, dans la population comme chez les leaders, et même s'agissant des PME auxquelles seuls 17% de la population de gauche font entièrement confiance contre 30% de la droite/centre.

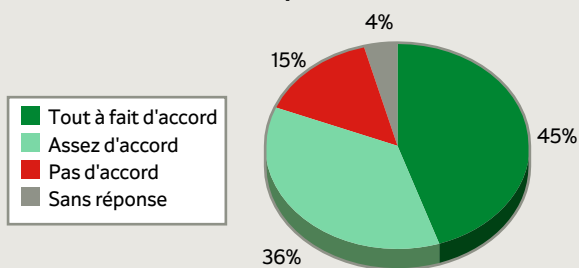
ÉLECTORALISTES, LES PARTIS POLITIQUES?

• Les partis politiques sont trop guidés par leurs préoccupations électoralistes.

Leaders



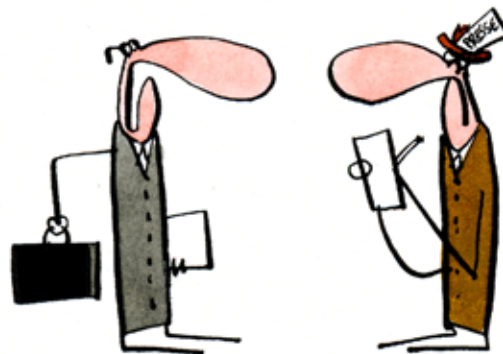
Population



Sur l'électoralisme des partis politiques, les jeunes leaders sont moins sévères avec 55% seulement de tout à fait d'accord, ainsi que la gauche (54%) et les représentants du monde politique (46%). Dans la population, il n'y a pas de différence droite/gauche mais les jeunes de moins de 30 ans sont particulièrement cléments avec 36% à peine de tout à fait convaincus que les préoccupations électoralistes des partis sont trop importantes.

«Les médias s'achament trop contre les acteurs de l'économie au point de les faire passer tous pour des voyous alors que c'est grâce à eux que notre pays connaît un bon niveau économique.»

Paroles de leader

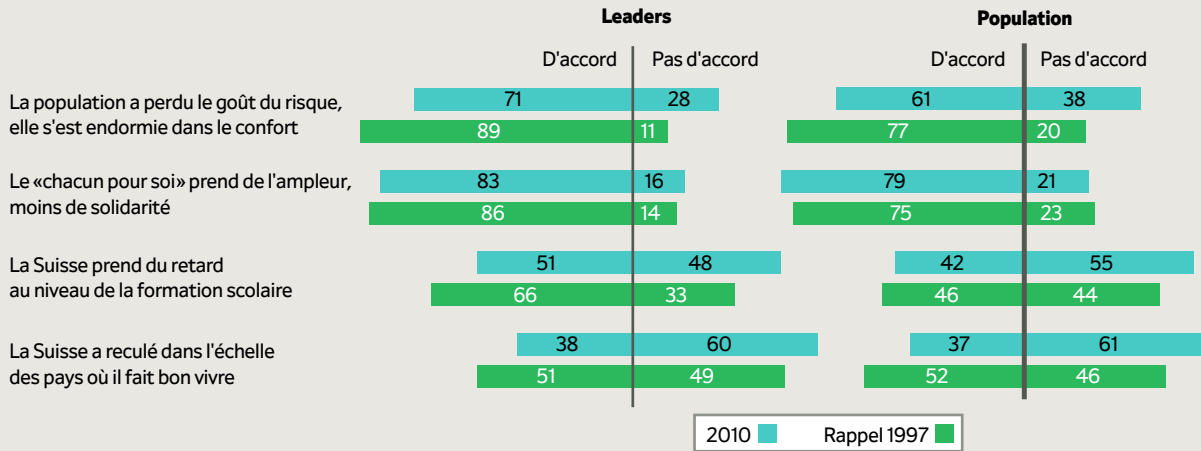


MIX & REMIX

«Le rôle des médias a clairement été négatif pour l'image de la Suisse. Une approche "sensationnaliste" a nettement favorisé l'impression trop négative des problèmes réellement rencontrés. A ceci il faut ajouter la complicité d'une clique de politiciens en mal de publicité.» Paroles de leader

ATTENTION: TROP DE CONFORT TUE LE CONFORT

• Opinions à l'égard de la Suisse.



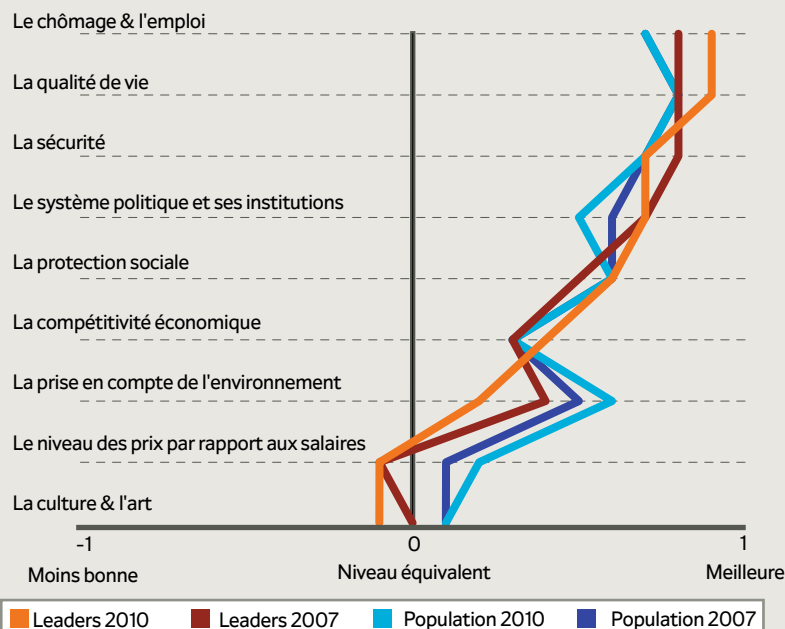
Dans la population, la classe d'âge des 45 à 59 ans se montre particulièrement convaincue que les Suisses ont perdu le goût du risque et qu'ils sont trop individualistes, alors que les plus de 60 ans nient que la Suisse ait reculé dans l'échelle des pays où il fait bon vivre. Les Tessinois sont plus mesurés concernant l'évolution négative du niveau

scolaire et de l'individualisme. Il n'y a pas de différence entre la gauche et la droite. Chez les leaders, les opinions sont assez unanimes, avec toutefois des jeunes leaders un peu plus pessimistes sur le niveau scolaire et la qualité de vie, de même que la gauche d'ailleurs.

LA SUISSE ENCORE ET TOUJOURS PREMIÈRE DE CLASSE!

• En comparaison internationale, diriez-vous que la Suisse est aujourd'hui meilleure, de niveau équivalent ou moins bonne que d'autres pays développés dans les domaines suivants:

La supériorité de la Suisse sur tous les tableaux ou presque est moins bien admise chez les leaders de gauche, sauf concernant la sécurité, la qualité de vie et le chômage, alors que ce clivage n'apparaît pas dans la population. Les leaders de droite sont particulièrement convaincus de la supériorité des institutions politiques et de la compétitivité économique, ce à quoi les représentants de l'économie croient moins! Dans le grand public, on constate encore une fois que les Tessinois sont moins certains que la Suisse s'en sorte mieux en matière de chômage. Quant aux Romands, ils sont un peu plus négatifs que les autres Confédérés sur le système politique, la protection sociale et la culture.



Les Suisses ont confiance: l'image de leur pays à l'étranger, malmenée ces derniers temps, reste bonne à leurs yeux. Et peut compter sur des atouts solides, comme le savoir-faire économique. L'ouverture d'un débat sur l'adhésion à l'Union européenne est souhaitée par une majorité des leaders latins.

5 La Suisse dans le monde Une image écornée par la crise, mais rien de bien grave

MARIE-HÉLÈNE MIAUTON

On a beaucoup dit, au gré des affaires qui l'ont secouée ces derniers temps, que la Suisse avait perdu de son image au niveau international. Qu'en pensent les Suisses? Dans l'ensemble, ils considèrent que la Suisse bénéficie encore d'une meilleure image que les autres pays européens dans la plupart des domaines. En particulier pour tout ce qui touche à ses structures institutionnelles, économiques ou à ses valeurs éthiques: démocratie, stabilité sociale, goût du travail, force économique, sécurité, fiabilité, sensibilité humanitaire ou écologique. Sur toutes ces dimensions, la majorité de la population affirme que le pays est mieux vu que les autres et les leaders sont d'accord avec elle, sauf sur la sensibilité humanitaire ou écologique pour lesquelles ils pensent que leur pays a une image assez équivalente à celle du reste de l'Europe. Sur les autres qualités citées, la population reste persuadée que l'image de la Suisse, faute d'être toujours meilleure, est pour le moins de même niveau: inventive, active culturellement, ouverte sur le monde, sympathique, avec un positionnement clair. Malheureusement, les leaders sont nettement moins convaincus de son image d'ouverture sur le monde, de ses qualités d'accueil et de son positionnement. En effet, entre 44%

et 48% pensent que la Suisse a, dans ces registres, une plus mauvaise image que les autres pays d'Europe.

Finalement, l'image de la Suisse en général est jugée meilleure par 25% des leaders seulement (27% la pensent moins bonne) et 45% de la population (13% la pensent moins bonne). Il y a donc une grande différence de perception entre les deux cibles, ce qui s'explique par le reproche plus marqué chez les leaders d'un positionnement peu clair, d'une personnalité plus floue.

Bien que l'image de la Suisse soit jugée bonne, comme nous venons de le voir, elle a pourtant été beaucoup ébranlée par la crise, affirme un petit quart des leaders et de la population, alors que 31% et 37% disent qu'elle en est sortie intacte. Elle devait dès lors être dithyrambique avant les événements récents qui l'ont entachée! En outre, il n'y a aucune raison de s'affoler puisque la confiance internationale reviendra d'ici aux trois prochaines années, comme l'affirment 57% des leaders et 74% du grand public.

Miser sur le dynamisme économique.

Pour redorer leur blason face à l'opinion internationale, les Suisses peuvent encore et toujours compter sur leur dynamisme et leur savoir-faire économiques. C'est là leur atout primordial affirment 84% des leaders, qui placent ensuite leur

image démocratique (43%) et, en troisième ex aequo, leur exemplarité environnementale et leur neutralité (39% chaque fois). Dans la population, les atouts prioritaires ne sont pas les mêmes et l'on trouve en premier l'exemplarité environnementale ex aequo avec le dynamisme économique (64% et 62%), suivis par la neutralité et l'aide au développement, cette dernière venant en queue de liste chez les leaders. Toutefois, des sept pistes citées, aucune n'est vraiment jugée secondaire aux yeux des répondants.

Toujours pas d'adhésion. Impossible, après la crise fiscale essuyée par la Suisse auprès de ses grands voisins, d'éviter quelques questions sur la stratégie européenne du pays. Pour près de deux tiers des leaders et de la population, la voie bilatérale est difficile mais toujours jouable. Il n'apparaît donc pas, au gré de la crise, qu'un changement de cap soit majoritairement jugé souhaitable dans la stratégie adoptée depuis près de vingt ans par la Suisse. Toutefois, un quart des leaders pensent que cette voie bilatérale est épuisée car l'UE n'est plus disposée à négocier alors que 12% seulement de la population partage cet avis. Enfin, 14% des leaders et 21% de la population estiment (avec ou sans regret, nous l'ignorons) que la Suisse est déjà devenue totalement eurocompatible.

La voie bilatérale gardant ainsi la cote chez la majorité des répondants, il n'est donc pas étonnant que l'ouverture du dossier d'adhésion ne soit toujours pas à

LES LEADERS SONT NETTEMENT MOINS CONVAINCUS DE L'IMAGE D'OUVERTURE SUR LE MONDE DE LA SUISSE ET DE SES QUALITÉS D'ACCUEIL.

l'ordre du jour. Aucune majorité franche ne se dessine chez les leaders et la population y reste carrément réfractaire. En outre, les opinions n'ont pas vraiment évolué depuis l'an dernier, et la crise fiscale avec la France, l'Allemagne ou l'Italie ne semble pas pousser les Suisses dans leurs bras.

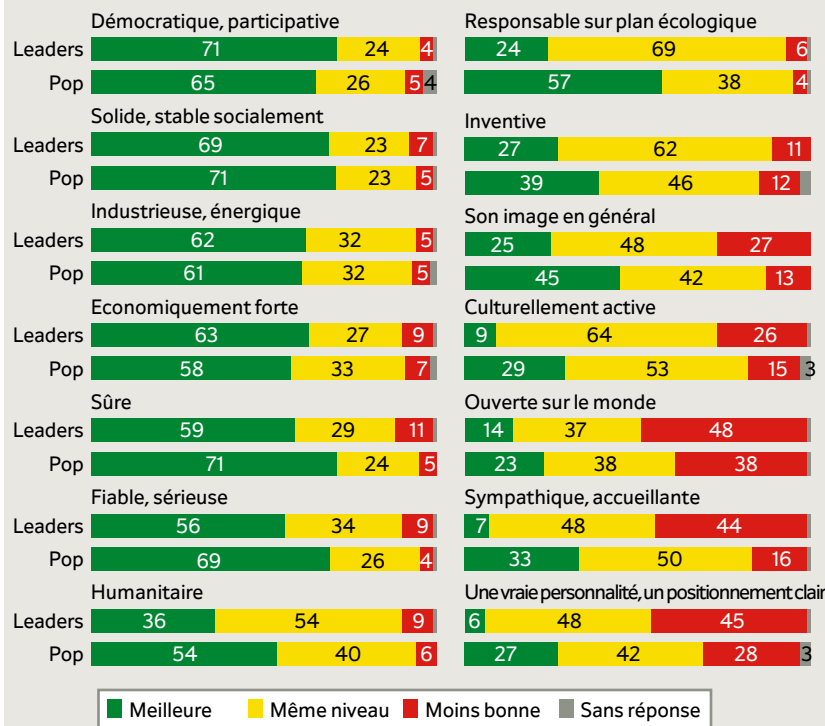
Il faut dire que les répondants n'attendent rien de bon (ou presque) d'une ad-



hésion! En effet, selon eux, le pays ressortirait diminué au niveau de sa démocratie (75% des leaders et 63% de la population) et de son organisation politique (62% des leaders et 59% de la population). Il subirait des dommages collatéraux en matière de cohésion nationale (42% des leaders et 46% du grand public) et de puissance économique (28% des leaders et 44% de la population). Le bilan serait également négatif en termes d'actions écologiques et, finalement, seul le rayonnement international du pays sortirait grandi d'une adhésion. Les opinions vont dans le même sens chez les deux cibles avec toutefois des craintes moins marquées concernant l'environnement et l'économie chez les leaders. Finalement, l'optimisme assez général qui règne chez les interviewés les incite à penser que nous allons vivre une époque passionnante, comme l'affirment 60% des leaders, sans changement par rapport à Sophia 2006, et 55% de la population, en nette hausse d'optimisme par rapport à leurs dires d'il y a quatre ans. Ce qui explique ces résultats inattendus en période de crise c'est que les temps difficiles que la Suisse vient de traverser, et dont rien ne dit qu'elle en soit définitivement sortie, sont une chance pour son renouveau, comme l'affirme avec conviction la moitié des leaders et de la population, auxquels s'ajoute un large tiers qui le pense, mais avec moins de foi tout de même. Il ne reste donc guère qu'une personne sur dix pour manifester de réelles craintes pour l'avenir. ○

L'EXCELLENTE IMAGE DE LA SUISSE DANS LE MONDE

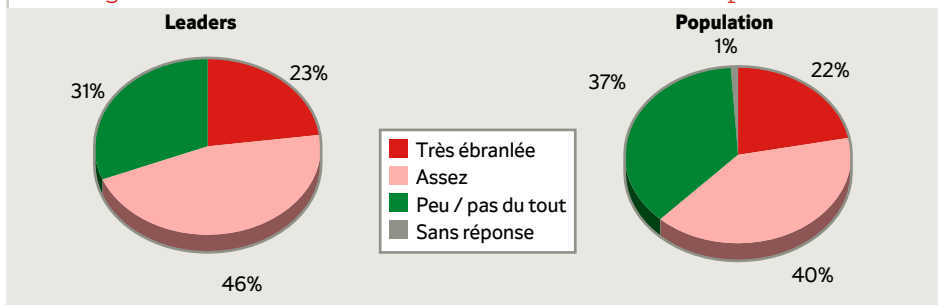
• **Quelle est à votre avis l'image de la Suisse dans le monde? Pensez-vous que, par rapport aux autres pays européens, les étrangers la trouvent meilleure, de même niveau ou moins bonne sur les points suivants?**



A quelques rares exceptions près, les leaders sont moins positifs que la population. Cela est dû essentiellement au jugement plus sévère de la gauche alors que cette différence ne s'exprime que plus faiblement dans la population, dans un sens semblablement négatif toutefois. Ceci mis à part, les leaders appartenant au monde politique et les Latins sont également plus dubitatifs sur la qualité de l'image de la Suisse, de même que les Romands dans la population.

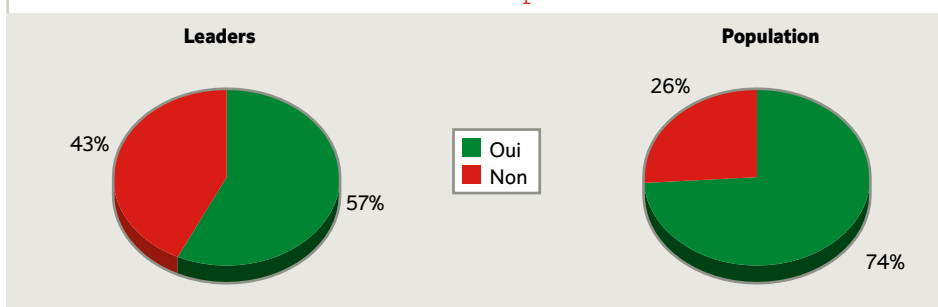
UNE IMAGE MOMENTANÉMENT ÉBRANLÉE PAR LA CRISE

• L'image de la Suisse dans le monde a-t-elle été ébranlée par la crise?



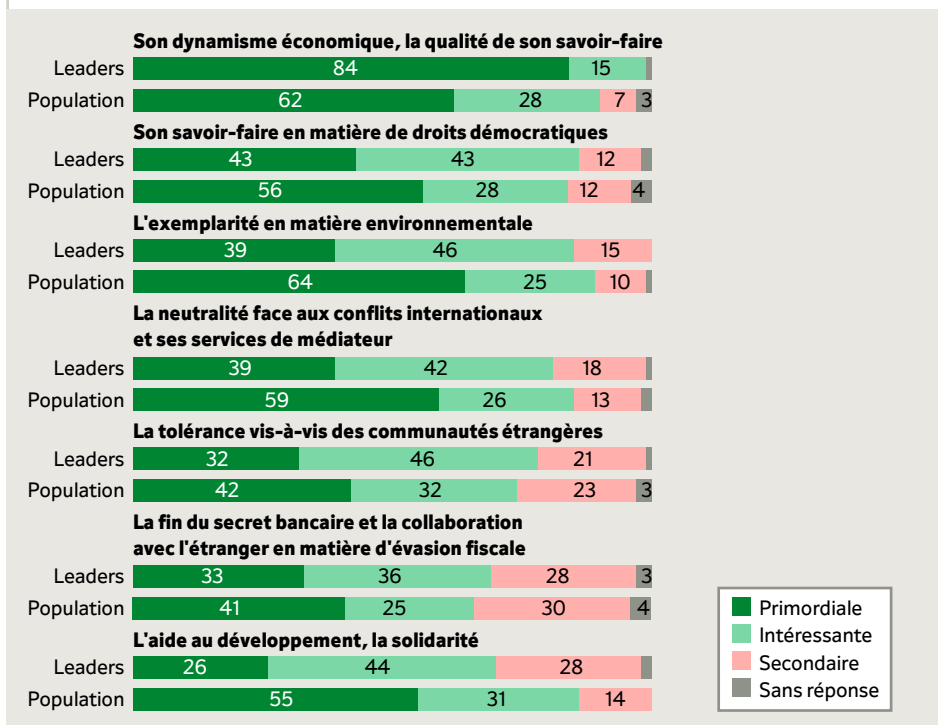
Les plus soucieux de la détérioration durable de l'image de la Suisse sont les leaders latins (38% la disent très ébranlée contre 15% seulement des Alémaniques) et ceux de gauche (31% contre 19% à droite/centre). Dans le grand public, les différences sont les mêmes, mais avec de moindres écarts d'opinion toutefois.

• La confiance reviendra-t-elle dans les 3 prochaines années?



DE NOMBREUSES VALEURS SUISSES À PRÔNER

• Quelles sont selon vous les valeurs sur lesquelles la Suisse doit essentiellement s'appuyer pour redorer son blason face à l'opinion internationale?



Chez les leaders comme dans la population, les personnes tendanciellement à gauche miseraient beaucoup plus que ceux de droite ou du centre sur l'exemplarité environnementale, la tolérance vis-à-vis des communautés étrangères, la fin du secret bancaire et l'aide au développement.

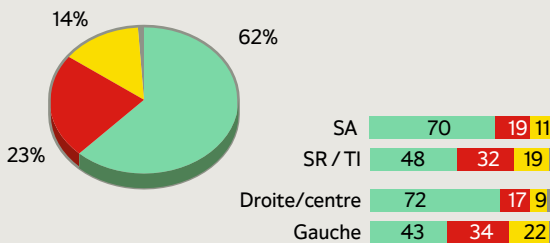
«L'adhésion à l'Europe n'a rendu aucune nation plus ouverte ou plus intéressée aux autres nations membres. Au contraire, le provincialisme, le repli et l'aveuglement égoïste sur le sort des autres sont la règle. Étonnant que personne ne semble s'en apercevoir.» **Paroles de leader**

«Les Suisses doivent acquérir une meilleure connaissance du monde global, pousser l'analyse bien au-delà de leur conscience actuelle, prendre en compte le métissage, être mieux attentifs aux changements qu'ils subissent.» **Paroles de leader**

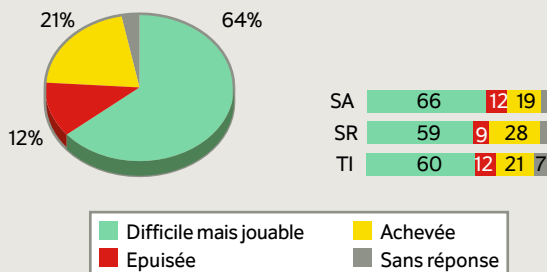
QUESTION EUROPÉENNE: ENCORE ET TOUJOURS LA VOIE BILATÉRALE!

• Concernant les relations avec l'UE, pensez-vous que la voie bilatérale est difficile mais toujours jouable; qu'elle est épuisée, l'UE n'étant plus disposée à négocier, ou elle est achevée, la Suisse étant déjà «eurocompatible»?

Leaders



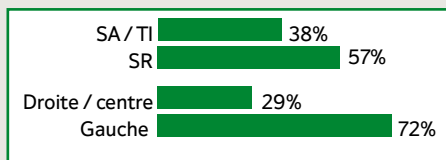
Population



Les leaders alémaniques (70%) et ceux de droite/centre (72%) sont plus convaincus par la voie bilatérale que les Latins (48%) ou la gauche (43%). Il en va de même dans la population où l'on observe que les jeunes de moins de 30 ans (69%) et les Alémaniques (66%) sont également les plus convaincus, sans différences partisanes notoires toutefois. Ces différences s'expliquent en grande partie par les opinions respectives de ces sous-groupes sur l'adhésion à l'UE.

LE DOSSIER DE L'ADHÉSION EN STAND-BY

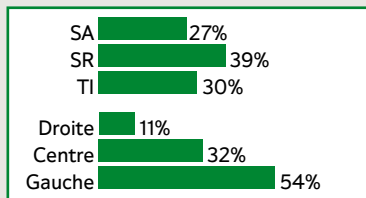
• Trouvez-vous qu'il est temps de rouvrir le dossier de l'adhésion ou préférez-vous le statu quo?



Leaders 2010



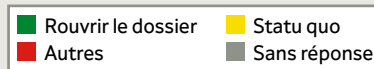
Rappel 2009



Population 2010



Rappel 2009



Comme lors des éditions précédentes de Sophia, les partisans de l'adhésion se situent plus particulièrement à gauche de l'échiquier politique (72% chez les leaders et 54% dans la population) alors qu'une majorité se dessine également chez les leaders romands (56% contre 39% seulement dans la population romande).

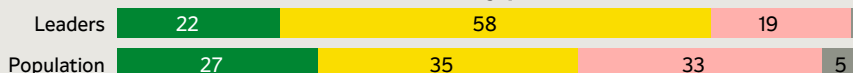
LES SUISSES N'ATTENDENT RIEN DE BON D'UNE ADHÉSION!

- Si la Suisse adhéra à l'Union européenne, en sortirait-elle, selon vous, renforcée ou diminuée sur le plan intérieur?

Son rayonnement international



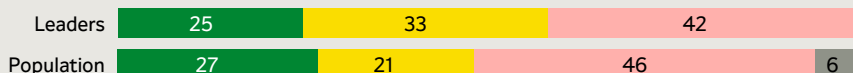
Sa sensibilité environnementale et ses actions écologiques



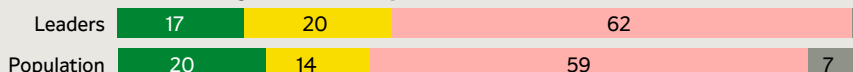
Sa puissance économique



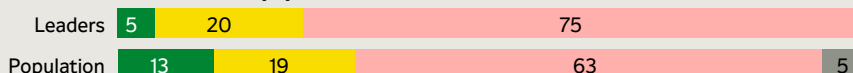
Sa cohésion nationale



Ses institutions et son organisation politique



Sa démocratie et ses droits populaires

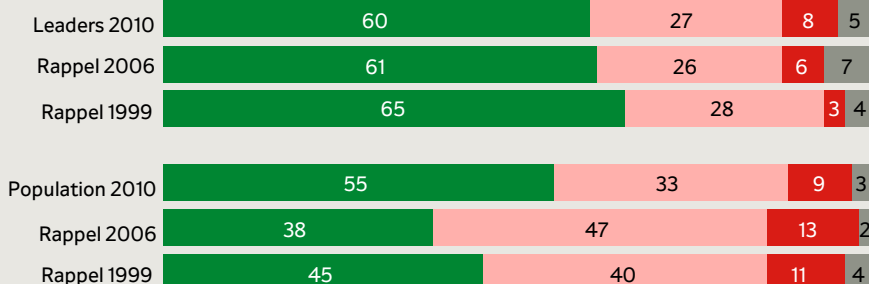


■ Renforcée ■ Sans conséquence ■ Diminuée ■ Sans réponse

Dans la population, la différence essentielle se fait jour entre la droite et la gauche, le centre se trouvant, en toute logique, entre les deux. Les Romands, en raison de leur meilleure réceptivité à l'UE, sont aussi moins craintifs des conséquences possibles pour la Suisse. Les Tessinois ont particulièrement peur pour la puissance économique et pour le rayonnement international de la Suisse. Chez les leaders, les positions sont très marquées par l'appartenance politique, la gauche se montrant plus confiante, à la mesure de son souhait d'adhérer prochainement à l'UE.

LE GOÛT D'UN AVENIR PASSIONNANT

- Quelle est votre confiance pour les 15 prochaines années en Suisse et dans les pays voisins?



■ Nous allons vivre une époque passionnante et vous avez confiance en l'avenir
 ■ Notre époque est une période instable, voire périlleuse, et vous avez des craintes sérieuses quant au proche avenir
 ■ Nous allons vers une ère de décadence sur le plan politique et économique, et vous n'avez pas confiance en l'avenir de cette société
 ■ Sans réponse

Chez les leaders, la droite est nettement plus optimiste que le centre et la gauche qui se situent 10 points derrière. Dans la population, les hommes sont plus confiants que les femmes, les Alémaniques nettement plus que les Romands et les Tessinois (61% contre 42% et 33%), la droite/centre plus que la gauche (60% contre 54%).

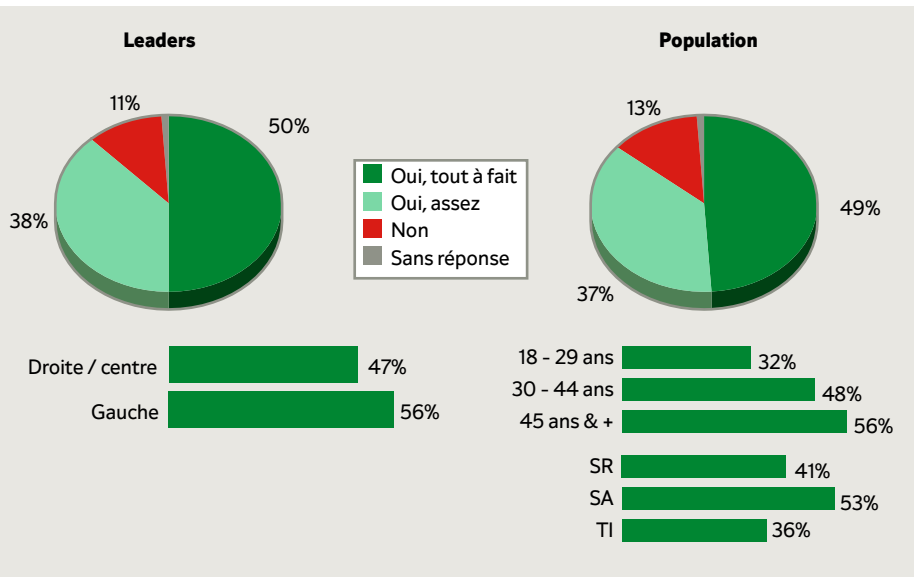
«Le mot "crise" est dans la bouche et sous la plume des médias depuis près de deux ans. Si, sans doute, le mot est également dans les esprits, cela reste à mon avis superficiel: rien ne montre dans la vie de tous les jours, que les personnes sont frappées par la crise et non par son image, son spectre.»

Paroles de leader



UNE BONNE CRISE, QUELLE CHANCE!

• Ces temps difficiles sont-ils une chance pour le renouveau de la Suisse?



Dans la population, les Tessinois sont beaucoup moins convaincus que les Romands et surtout les Alémaniques (36% contre 41% et 53% sont totalement convaincus) que cette crise soit une chance. La confiance croît avec l'âge des répondants et passe de 32% seulement chez les moins de 30 ans à 56% chez les plus de 45 ans. Chez les leaders, les différences sont moindres et seuls les leaders au rayon d'action international sont nettement plus confiants que les autres (67% contre 47%).

Une Suisse ébranlée par la crise, mais dont les bases économiques et institutionnelles restent solides!

Conclusion

MARIE-HÉLÈNE MIAUTON ET MATHIAS HUMERY

Chercheur à M.I.S Trend, Lausanne et Berne, Institut de recherches économiques et sociales

Sophia 2010 présente des résultats étonnamment optimistes compte tenu de la période de crise économique et politique que la Suisse venait de traverser au moment de la prise d'information. La population comme les leaders ne pensent toujours pas que les institutions du pays doivent être profondément réformées ni que la Suisse doit rejoindre les rangs de l'Union européenne. Quoique la crise ait ébranlé la confiance envers les banques surtout mais aussi les entreprises internationales, elle n'a pas touché celle qui est accordée aux patrons des grandes entreprises et des PME du pays. De même, le Conseil fédéral est très mal jugé sur sa gestion de l'affaire libyenne ou des différends fiscaux internationaux qui sont survenus dans la foulée de la crise financière, mais on ne cherche pas pour autant à en réformer le mode d'élection par exemple.

Pas de révolution. Les répondants admettent donc souvent que la période récente a été tourmentée, mais ils répugnent à en tirer des conséquences lourdes. Les réformes proposées pour mieux encadrer les banques et la grande économie recueillent des avis positifs, surtout dans la population, mais sans pour autant conclure à la fin du libéralisme. Le Conseil fédéral est mal adapté à un monde devenu toujours plus rude, mais il garde la confiance de 66% des leaders et de 62% de la population.

La perte de confiance la plus lourde est assez inattendue: elle s'adresse aux médias dont la cote a baissé chez 66% des leaders, et qui n'ont désormais plus la confiance que de 18% d'entre eux et de 32% de la population. Ainsi, outre la crise économique qui les touche de plein fouet avec la baisse drastique des rentrées publicitaires, et la crise structurelle due à l'avancée des moyens électroniques, les médias subiraient aussi une crise de confiance tout aussi

LA PERTE DE CONFIANCE LA PLUS LOURDE EST ASSEZ INATTENDUE: ELLE S'ADRESSE AUX MÉDIAS.

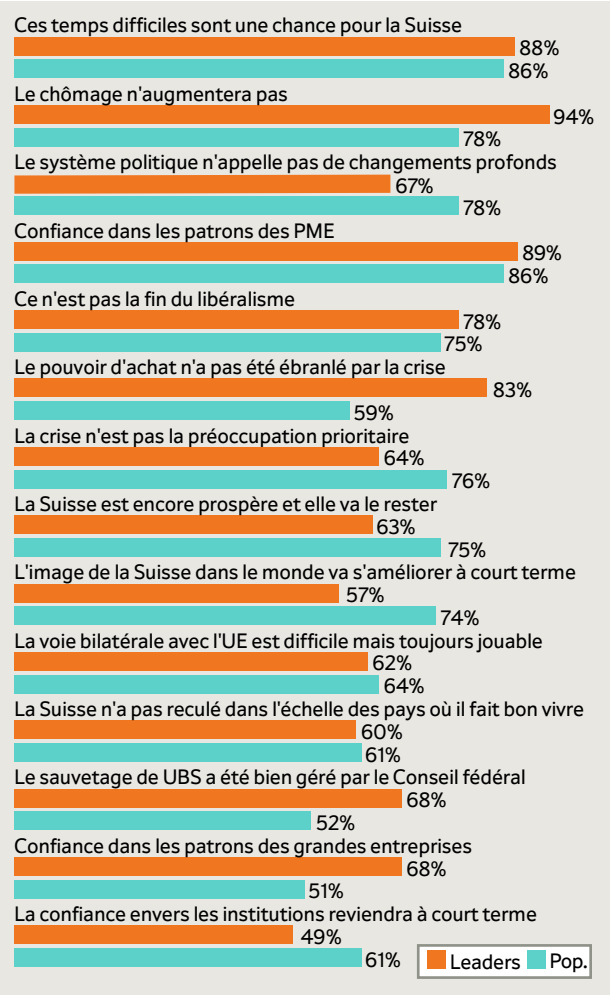
grave. Cela explique pourquoi les deux tiers des leaders leur prédisent des temps durablement difficiles. Laissons donc à la profession le soin d'analyser ces résultats et d'y remédier.

Tradition. En revanche, et même si les médias ne sont pas seuls à subir le désaveu des Suisses, certaines institutions s'en sortent royalement comme la Banque nationale, la justice, les autorités cantonales ou l'administration publique. Cette confiance envers les acteurs traditionnels de la stabilité nationale explique sans doute l'optimisme des répondants sur la prospérité de la Suisse et son excellente position internationale sur bien des points, allant de la qualité de vie à la sensibilité environnementale, en passant par la protection sociale ou la compétitivité économique.

DIFFÉRENCES D'OPINIONS ENTRE LA DROITE/CENTRE ET LA GAUCHE

LEADERS		
	Droite/centre	Gauche
La médiatisation de la crise a été exagérée	43%	16%
La Suisse est encore prospère et va le rester	68%	58%
Il faut réintroduire le contingentement	23%	14%
Il faut diminuer les impôts	56%	11%
La crise ne tempèrera que momentanément le libéralisme	83%	71%
Il fallait sauver UBS	75%	56%
Il faut tenter de sauver le secret bancaire	73%	18%
Les partis politiques sont trop guidés par leurs préoccupations électoralistes	62%	54%
La voie bilatérale est encore jouable	72%	43%
Il faut rouvrir le dossier de l'adhésion à l'UE	29%	72%
POPULATION		
La médiatisation de la crise a été exagérée	50%	31%
Il faut réintroduire le contingentement	53%	34%
Il faut diminuer les impôts	41%	28%
Il faut tenter de sauver le secret bancaire	70%	38%
Il faut rouvrir le dossier de l'adhésion à l'UE	17%	54%

• Les preuves d'optimisme



• Les preuves de pessimisme

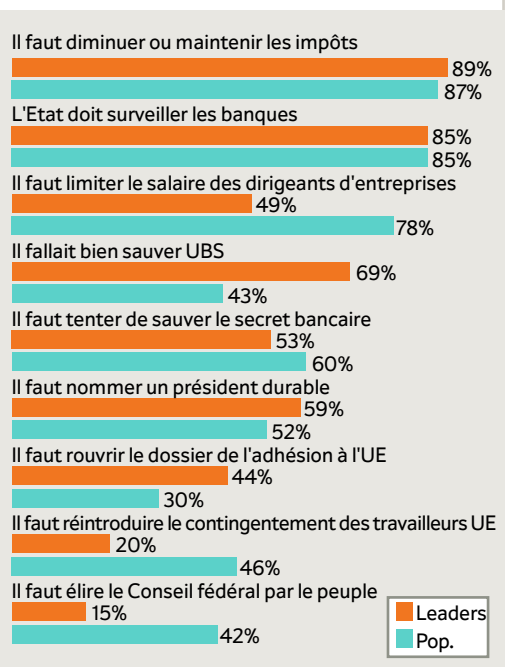


Les principales différences qui traversent l'opinion se font jour entre les Latins et les Alémaniques, mais encore plus entre la gauche et la droite/centre de l'échiquier politique (voir tableau).

Peu de divergences. Enfin, il convient encore une fois de constater que les leaders et la population ne divergent pas fondamentalement quant à leur façon d'envisager les événements récents, les solutions à y apporter ni leur foi en l'avenir. Tout au plus peut-on constater des préoccupations économiques plus marquées dans la population (pouvoir d'achat, avenir des retraites, conditions de travail) induisant chez elle une défiance plus marquée envers l'économie. A l'inverse, les lea-

ders sont plus soucieux de la chose politique: l'image de la Suisse dans le monde leur semble plus écornée et la perte de confiance dans les institutions plus durable. Ils sont un peu plus nombreux à vouloir rouvrir le dossier de l'adhésion de la Suisse à l'UE mais sans qu'une majorité se prononce toutefois dans ce sens. Reste donc à savoir désormais si la crise économique mondiale est vraiment derrière nous, si les Etats esuieront sans trop de dommage les dettes qu'ils ont contractées pour la contenir, si la Suisse restera épargnée des maux qui frappent ses grands voisins. Sophia, l'an prochain, nous en dira plus sur la pertinence et la durabilité de l'optimisme affiché cette année. ○

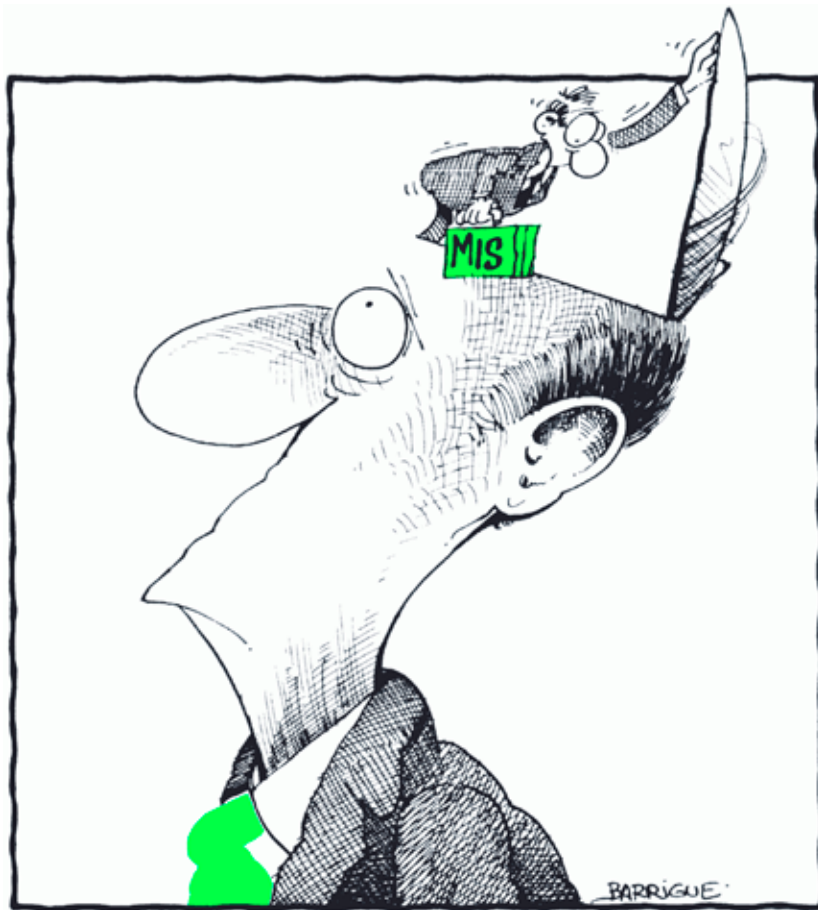
• Quelles mesures prendre?



M.I.S TREND

- équipe de chercheurs engagés
- maîtrise des méthodologies
- créativité des questionnaires
- qualité scrupuleuse des échantillons
- résultats opérationnels

M.I.S.Trend SA
Institut de recherches économiques et sociales
Pont Bessières 3, 1005 Lausanne
Worbstrasse 225, 3073 Gümliigen
021 320 95 03 (T), 021 312 88 46 (F)
info@mistrend.ch
www.mistrend.ch



Pour seulement Fr. 30.-*

Vous économisez Fr. 46.70 par rapport à l'achat au numéro

OFFRE SPÉCIALE

Découvrez L'Hebdo pendant 3 mois



L'Hebdo

 LE PLEIN D'INFO CHAQUE JEUDI

Pour profiter de cette offre, composez le **0848 48 48 02** (tarif normal) ou rendez-vous sur notre site internet **www.hebdo.ch**

*Cette offre est valable jusqu'au 31.12.2010, uniquement réservée aux personnes non abonnées résidant en Suisse. Un essai ne peut être conclu qu'une seule fois. Tarifs pour l'étranger au +41 62 746 41 52. Les prix incluent la TVA.